Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE

Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports
et de la Cohésion Sociale Hauts-de-France

PANORAMA STATISTIQUE

Jeunesse
Sports
Cohésion Sociale

Hauts-de-France - Édition 2019

Une cartographie pour localiser les lieux ressources de l'inclusion numérique !

@siilabhdf

DRJSCS

Libre accès à une borne informatique et une connexion internet

Formation et acquisition de compétences numériques

Accompagnement aux démarches administratives

Une cartographie pour les usagers

Repérez près de chez vous un lieu d'accès et/ou de formation au numérique.

Une cartographie pour les accompagnants

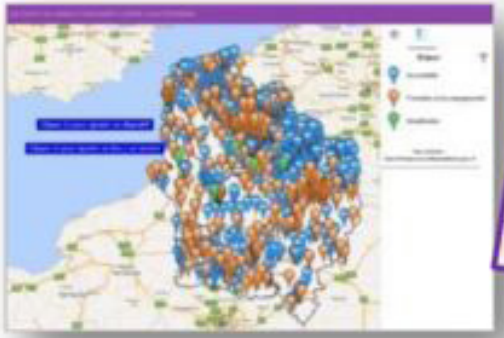
(professionnels, bénévoles ou proches)

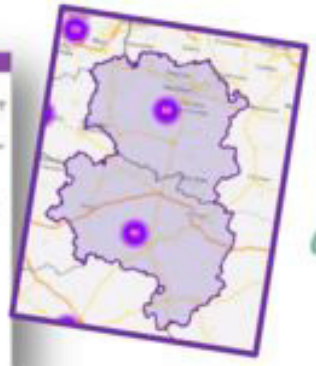
Orientez les personnes vers une structure de proximité.

Une cartographie collaborative !

Acteurs de la médiation numérique, vous pouvez à tout moment la compléter et vous faire connaître.

Pour y accéder :
http://bit.ly/cartonumhdf
ou scannez le QR-code

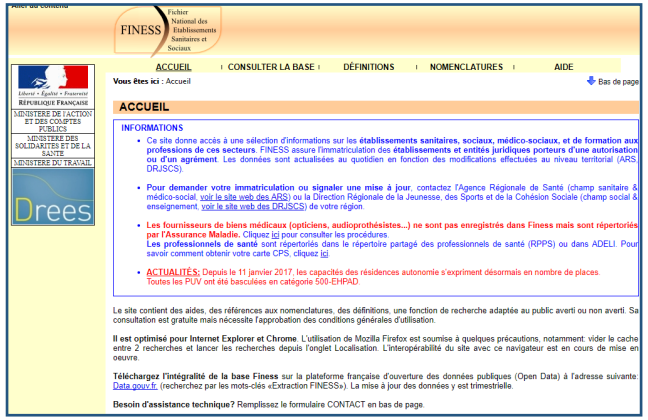




1500 lieux de médiation numérique géolocalisés en HDF et un zonage spécifique pour identifier l'offre de service sur le territoire Sambre Avesnois Thiérache !

LIENS UTILES

Pour en savoir plus : des outils en ligne à votre disposition



Les établissements sanitaires et sociaux

http://finess.sante.gouv.fr

Pour rechercher des établissements sociaux ou sanitaires selon leur activité, leur localisation…

L'observation sociale

http://www.pf2s.fr

Ce site est un outil d'information, de suivi et d'analyse dans le domaine de la cohésion sociale.

Les équipements sportifs

http://www.res.sports.gouv.fr

Pour rechercher des équipements sportifs à partir de critères comme leur localisation, leur type…

AVANT-PROPOS

Le Directeur de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale Hauts-de-France a le plaisir de vous adresser le

Panorama statistique édition 2019

présentant les principaux indicateurs et statistiques disponibles dans les domaines de la cohésion sociale, de la jeunesse et des sports pour les Hauts-de-France et les cinq départements qui composent la région.

Ce panorama statistique est consultable sur le site internet de la DRJSCS Hauts-de-France :
www.hauts-de-france.drjscs.gouv.fr

Un « Panorama statistique Jeunesse – Sports – Cohésion sociale 2018 » des régions françaises est également disponible sur :
http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/IMG/apps/panorama/index.htm

Coordonnées

Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Hauts-de-France
20 square Friant les Quatre Chênes – 80039 Amiens cedex 01 – Tél. : 03 22 33 89 00
Contact : drjscs-hdf-contacts@drjscs.gouv.fr – Site internet : www.hauts-de-france.drjscs.gouv.fr

SOMMAIRE

LIENS UTILES 3

AVANT-PROPOS 4

DÉMOGRAPHIE
Définitions 6
Données générales 7
Densité de population des communes 8
Indicateurs démographiques 9
Structure par âge de la population masculine 10
Structure par âge de la population féminine 11
Structure par âge de la population générale 12
Immigration et origines 13

PAUVRETÉ, PRÉCARITÉ, EXCLUSION
Définitions 14
Niveau de vie et pauvreté 16
Taux de pauvreté des arrondissements 17
Inégalités de revenus 18
Surendettement 19
Activité et chômage (au sens du recensement) 20
Chômage (Pôle emploi) 21
RSA et minima sociaux 22

COHÉSION SOCIALE
Définitions 23
Géographies prioritaires 24
Quartiers prioritaires et zones de revitalisation rurale 25
Allocations et protection liées au handicap et à la dépendance 26
Bénéficiaires de l'aide sociale départementale 27
Dépenses de l'aide sociale départementale 28

LOGEMENT, HÉBERGEMENT
Définitions 29
Parc de logements et statut d'occupation 31
Recours au droit au logement 32
Précarité - Logement 33
Lits des établissements d'hébergement sociaux 34
Capacités et taux d'équipement en hébergement social 35

JEUNESSE
Définitions 36
Classes d'âge - Cohabitation familiale - Mortalité 38
Scolarité - Formation - Activité 39
Fonds d'aide aux jeunes - Service civique - Missions locales - PAIO 41
Volontaires du Service civique des arrondissements en 2017 42
Protection de l'enfance - Aide sociale à l'enfance 43
Accueils collectifs de mineurs sans hébergement 44
Accueil des enfants d'âge préscolaire 48

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE 49

ASSOCIATIONS, SPORTS
Définitions 50
Emploi dans les associations et le sport 51
Fédérations sportives 53
Nombre de licences sportives par habitant des communes 54
Équipements sportifs - Sports de haut niveau - Pôles sportifs 55

FORMATIONS, DIPLÔMES
Définitions 56
Formation aux professions sociales 57
Formation aux professions de santé 58
Formation à l'animation socioculturelle et aux métiers du sport 59

SIGLES 60

ADRESSES UTILES 62

DÉMOGRAPHIE - Définitions

Recensement de la population

Le recensement de la population a pour objectif le dénombrement des logements et de la population résidant en France et la connaissance de leurs principales caractéristiques : sexe, âge, activité, professions exercées, caractéristiques des ménages, taille et type de logement, modes de transport.
Le dernier recensement général de la population vivant en France a eu lieu au début de l'année 1999. Depuis 2004, une nouvelle méthode de collecte est mise en œuvre selon des modalités qui distinguent les communes en fonction d'un seuil de population fixé par la loi à 10 000 habitants. Cette collecte touche chaque année une fraction de la population et se substitue à la collecte exhaustive qui avait lieu tous les huit ou neuf ans.
L'objectif visé par la rénovation du recensement de la population est de répondre aux besoins exprimés par l'ensemble des acteurs de la vie politique, économique et sociale du pays. Tous constatent les évolutions rapides de notre société et ont besoin d'informations récentes sur les caractéristiques de la population et des logements.
Les communes de moins de 10 000 habitants sont enquêtées désormais une fois tous les cinq ans et, comme par le passé, de façon exhaustive. Dans les communes de 10 000 habitants ou plus, une partie de la population est recensée chaque année par tirage au sort, les échantillons d'adresses étant tirés de manière telle que la totalité du territoire de ces communes soit prise en compte en cinq ans.
Chaque année, l'Insee estime la population des régions et des départements (France métropolitaine et Dom) à la date du 1er janvier. Ces estimations annuelles de population sont déclinées par sexe et par âge.
L'âge s'entend comme l'âge atteint au 1er janvier de l'année considérée.

Population immigrée

Selon la définition adoptée par le Haut Conseil à l'Intégration, un immigré est une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France. Les personnes nées françaises à l'étranger et vivant en France ne sont donc pas comptabilisées. À l'inverse, certains immigrés ont pu devenir français, les autres restant étrangers. Les populations étrangère et immigrée ne se confondent pas totalement : un immigré n'est pas nécessairement étranger et réciproquement, certains étrangers sont nés en France (essentiellement des mineurs). La qualité d'immigré est permanente : un individu continue à appartenir à la population immigrée même s'il devient français par acquisition. C'est le pays de naissance, et non la nationalité à la naissance, qui définit l'origine géographique d'un immigré.

Population étrangère

Un étranger est une personne qui réside en France et ne possède pas la nationalité française, soit qu'elle possède une autre nationalité (à titre exclusif), soit qu'elle n'en ait aucune (c'est le cas des personnes apatrides). Les personnes de nationalité française possédant une autre nationalité (ou plusieurs) sont considérées en France comme françaises. Un étranger n'est pas forcément immigré, il peut être né en France (les mineurs notamment).
À la différence de celle d'immigré, la qualité d'étranger ne perdure pas toujours tout au long de la vie : on peut, sous réserve que la législation en vigueur le permette, devenir français par acquisition.

Événement enregistré, événement domicilié

Le lieu d'enregistrement est le lieu où s'est produit l'événement : lieu de la naissance ou du décès. Le lieu du domicile est celui du domicile de la mère pour les naissances et du domicile du défunt pour les décès.

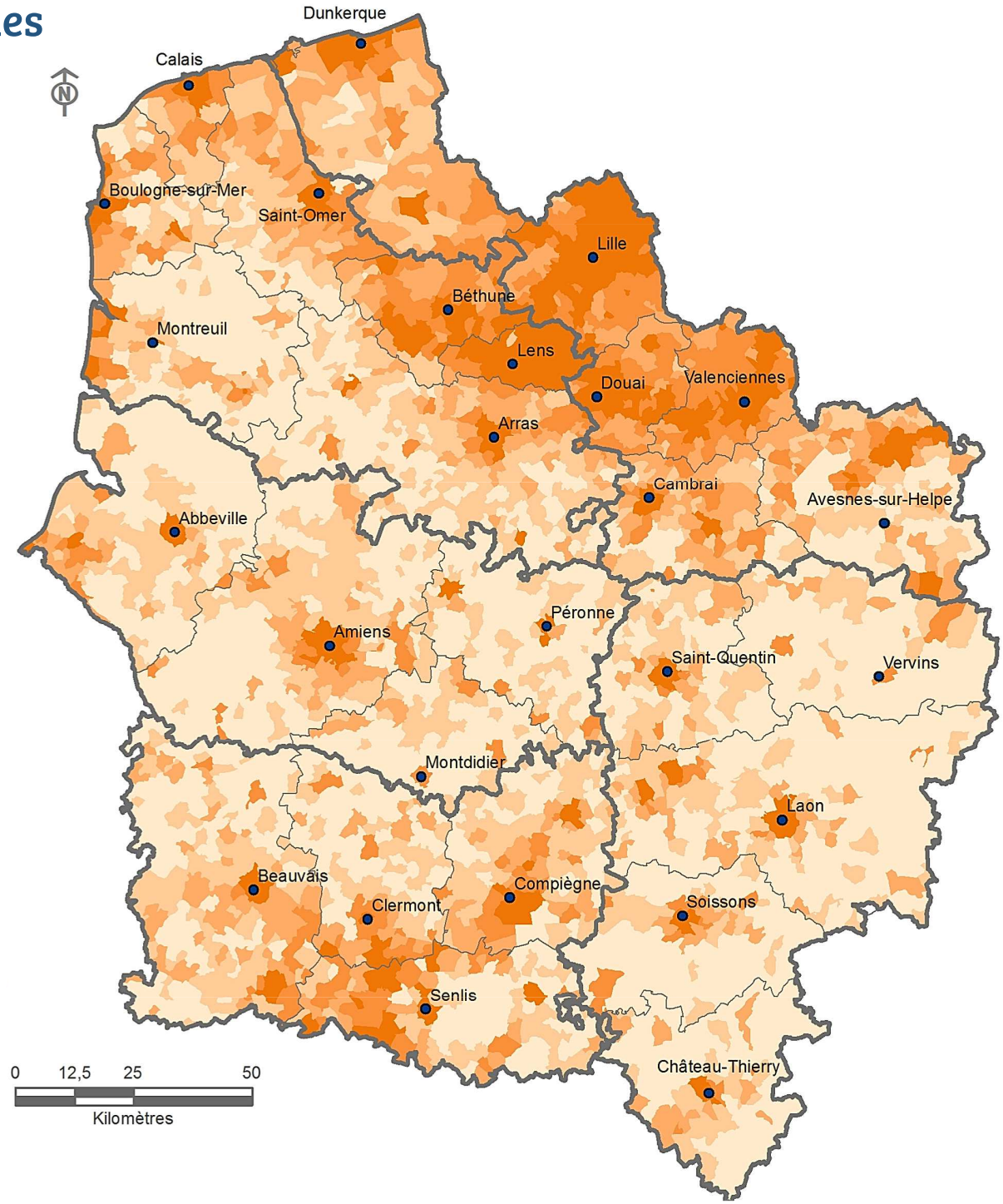
Données générales

	Hauts-de-France	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	France métropolitaine
Superficie (en km²)	**31 813**	7 369	5 743	5 860	6 671	6 170	**543 963**
Population au 1er janvier 2015 (Recensement de population)	**6 009 976**	538 659	2 605 238	821 552	1 472 648	571 879	**64 300 821**
Population au 1er janvier 2018 (Estimation de population) (1)	**6 023 336**	534 286	2 613 874	829 839	1 475 142	570 195	**65 018 096**
Population étrangère au 1er janvier 2015 (Recensement de population)	**217 802**	15 078	126 026	44 792	25 692	13 456	**4 078 093**
Projection de la population en 2040 (2)	**6 216 000**	525 000	2 726 000	884 000	1 480 000	601 000	**70 143 000**
Taux de croissance annuel moyen 2010-2015 (en %)	**0,2**	-0,1	0,2	0,4	0,2	0,0	**0,5**
Solde migratoire annuel moyen 2010-2015 (en %)	**-0,3**	-0,3	-0,3	-0,1	-0,2	-0,2	**0,1**
Densité de population au 1er janvier 2018 (nombre d'habitants par km²)	**189**	73	455	142	221	92	**120**
Naissances domiciliées 2016 définitives	**72 674**	5 825	33 501	10 159	17 063	6 126	**742 690**
Décès domiciliés 2016 définitifs	**55 190**	5 666	22 381	6 658	14 663	5 822	**578 891**
Part de la population vivant dans les grandes aires urbaines en 2015 (en %) (1) (3)	**89,2**	69,8	95,4	91,4	93,6	64,8	**82,9**
Part des familles monoparentales en 2015 (en %)	**15,9**	14,4	17,2	14,5	15,6	15,0	**15,0**
Taux d'activité de la population en 2015 (rapport entre le nombre d'actifs et la population de 15 à 64 ans) (en %) (1)	**70,7**	71,7	70,0	74,4	69,4	70,8	**73,8**

Source : Insee, Estimations de population (résultats provisoires arrêtés fin 2017), RP 2015 (exploitation complémentaire).

(1) Selon le scénario central.
(2) Indicateurs sociaux départementaux. Zonage en aires urbaines (codes : 111, 112, 120, 211, 212, 221, 222, 300, 400).

Densité de population des communes



- Chef-lieu d'arrondissement
- Limite d'arrondissement

Population

par Km2

- Moins de 50 habitants
- 50 à 99 habitants
- 100 à - 199 habitants
- 200 à 499 habitants
- 500 habitants et plus

Sources : Admin Express ; © IGN BD TOPO.
Réalisation : PEOMA, DRJSCS Hauts-de-France, 2019.

Indicateurs démographiques

	Hauts-de-France	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	France métropolitaine
Taux de natalité en 2016 (naissances domiciliées pour 1 000 habitants)	**12,1**	10,9	12,8	12,3	11,6	10,7	**11,4**
Taux de mortalité en 2016 (décès domiciliés pour 1 000 habitants) (1)	**9,2**	10,6	8,6	8,1	10,0	10,2	**9,0**
Taux de mortalité infantile 2014-2015-2016 (nombre de décès d'enfants de moins d'un an pour 1 000 enfants nés vivants) (1)	**3,3**	3,9	3,2	3,4	3,3	3,4	**3,4**
Indice de vieillissement de la population au 1er janvier 2018 (nombre de personnes de 65 ans et plus pour 100 personnes de moins de 20 ans) (1)	**67,6**	79,6	62,6	63,3	70,7	79,6	**82,1**
Espérance de vie à la naissance en 2017 (1)							
Hommes	**77,0**	76,9	77,3	78,4	75,9	77,2	**79,5**
Femmes	**83,7**	83,3	83,6	84,7	83,4	83,8	**85,4**
Espérance de vie à 65 ans en 2017 (1)							
Hommes	**17,9**	18,1	17,9	18,5	17,4	18,3	**19,4**
Femmes	**21,9**	21,8	22,0	22,4	21,6	22,1	**23,2**

Sources : Drees ; Insee, Estimations de population (résultats provisoires arrêtés fin 2017), État civil.

(1) Indicateurs sociaux départementaux.

Structure par âge de la population masculine

	Hauts-de-France	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	France métropolitaine
Population masculine totale	**2 922 031**	**259 834**	**1 263 853**	**405 291**	**715 526**	**277 527**	**31 500 281**
0 - 4 ans	**184 666**	15 592	83 238	26 153	44 172	15 511	**1 860 560**
5 - 9 ans	**204 901**	17 731	89 485	29 225	50 633	17 827	**2 051 656**
10 - 14 ans	**204 468**	18 190	88 123	29 381	50 444	18 330	**2 059 451**
15 - 19 ans	**208 650**	17 293	93 161	27 430	50 772	19 994	**2 052 139**
20 - 24 ans	**182 932**	12 874	88 735	21 564	41 798	17 961	**1 843 385**
25 - 54 ans	**1 132 436**	97 072	493 772	160 490	276 039	105 063	**12 170 976**
55 - 59 ans	**187 136**	17 997	77 540	26 569	47 312	17 718	**2 027 368**
60 - 64 ans	**172 748**	17 225	70 563	23 822	43 726	17 412	**1 889 872**
65 - 74 ans	**274 294**	27 988	110 543	37 481	69 350	28 932	**3 209 094**
75 - 84 ans	**122 057**	12 568	49 219	16 906	29 875	13 489	**1 665 406**
85 ans et +	**47 743**	5 304	19 474	6 270	11 405	5 290	**670 374**
Moins de 6 ans	**224 858**	18 985	101 147	31 824	53 891	19 011	**2 261 959**
Enfants de 6 à 16 ans	**453 072**	39 848	196 082	64 810	112 092	40 240	**4 538 017**
Jeunes de 16 à 25 ans	**384 538**	29 121	180 237	47 268	90 435	37 477	**3 852 409**
Population de 26 à 64 ans	**1 457 683**	129 668	625 508	206 612	358 932	136 963	**15 720 938**
Population de 65 ans et plus	**444 094**	45 860	179 236	60 657	110 630	47 711	**5 544 874**
Population de 75 ans et plus	**169 800**	17 872	68 693	23 176	41 280	18 779	**2 335 780**
Population de 80 ans et plus	**102 266**	10 934	41 379	13 683	24 912	11 358	**1 405 956**

Source : Insee, Estimations de population (résultats provisoires arrêtés fin 2017).

Structure par âge de la population féminine

	Hauts-de-France	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	France métropolitaine
Population féminine totale	**3 101 305**	**274 452**	**1 350 021**	**424 548**	**759 616**	**292 668**	**33 517 815**
0 - 4 ans	**178 015**	15 112	80 129	25 325	42 747	14 702	**1 782 216**
5 - 9 ans	**196 252**	17 043	85 895	28 376	48 237	16 701	**1 958 460**
10 - 14 ans	**196 917**	17 190	84 966	28 469	48 960	17 332	**1 969 873**
15 - 19 ans	**196 982**	16 429	89 033	25 611	46 399	19 510	**1 953 630**
20 - 24 ans	**176 082**	12 040	87 381	20 785	38 203	17 673	**1 798 010**
25 - 54 ans	**1 151 731**	98 687	505 672	164 487	277 267	105 618	**12 505 243**
55 - 59 ans	**196 180**	18 459	82 278	27 361	49 309	18 773	**2 146 823**
60 - 64 ans	**190 781**	18 161	79 529	25 562	48 756	18 773	**2 069 829**
65 - 74 ans	**318 397**	31 165	131 487	41 775	81 521	32 449	**3 634 584**
75 - 84 ans	**185 601**	18 443	76 513	23 274	48 128	19 243	**2 261 379**
85 ans et +	**114 367**	11 723	47 138	13 523	30 089	11 894	**1 437 768**
Moins de 6 ans	**216 683**	18 430	97 318	30 972	51 948	18 015	**2 163 301**
Enfants de 6 à 16 ans	**433 920**	37 950	188 014	62 212	107 645	38 099	**4 335 520**
Jeunes de 16 à 25 ans	**367 797**	27 688	175 679	45 199	82 394	36 837	**3 726 888**
Population de 26 à 64 ans	**1 504 738**	132 583	651 373	213 012	367 739	140 031	**16 356 480**
Population de 65 ans et plus	**618 365**	61 331	255 138	78 572	159 738	63 586	**7 333 731**
Population de 75 ans et plus	**299 968**	30 166	123 651	36 797	78 217	31 137	**3 699 147**
Population de 80 ans et plus	**207 107**	20 974	85 505	24 797	54 579	21 252	**2 531 367**

Source : Insee, Estimations de population (résultats provisoires arrêtés fin 2017).

Structure par âge de la population générale

	Hauts-de-France	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	France métropolitaine
Population totale	**6 023 336**	**534 286**	**2 613 874**	**829 839**	**1 475 142**	**570 195**	**65 018 096**
0 - 4 ans	**362 681**	30 704	163 367	51 478	86 919	30 213	**3 642 776**
5 - 9 ans	**401 153**	34 774	175 380	57 601	98 870	34 528	**4 010 116**
10 - 14 ans	**401 385**	35 380	173 089	57 850	99 404	35 662	**4 029 324**
15 - 19 ans	**405 632**	33 722	182 194	53 041	97 171	39 504	**4 005 769**
20 - 24 ans	**359 014**	24 914	176 116	42 349	80 001	35 634	**3 641 395**
25 - 54 ans	**2 284 167**	195 759	999 444	324 977	553 306	210 681	**24 676 219**
55 - 59 ans	**383 316**	36 456	159 818	53 930	96 621	36 491	**4 174 191**
60 - 64 ans	**363 529**	35 386	150 092	49 384	92 482	36 185	**3 959 701**
65 - 74 ans	**592 691**	59 153	242 030	79 256	150 871	61 381	**6 843 678**
75 - 84 ans	**307 658**	31 011	125 732	40 180	78 003	32 732	**3 926 785**
85 ans et +	**162 110**	17 027	66 612	19 793	41 494	17 184	**2 108 142**
Moins de 6 ans	**441 541**	37 415	198 465	62 796	105 839	37 026	**4 425 260**
Enfants de 6 à 16 ans	**886 992**	77 798	384 096	127 022	219 737	78 339	**8 873 537**
Jeunes de 16 à 25 ans	**752 335**	56 809	355 916	92 467	172 829	74 314	**7 579 297**
Population de 26 à 64 ans	**2 962 421**	262 251	1 276 881	419 624	726 671	276 994	**32 077 418**
Population de 65 ans et plus	**1 062 459**	107 191	434 374	139 229	270 368	111 297	**12 878 605**
Population de 75 ans et plus	**469 768**	48 038	192 344	59 973	119 497	49 916	**6 034 927**
Population de 80 ans et plus	**309 373**	31 908	126 884	38 480	79 491	32 610	**3 937 323**

Source : Insee, Estimations de population (résultats provisoires arrêtés fin 2017).

Immigration et origines

	Hauts-de-France	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	France métropolitaine
Population immigrées selon le pays de naissance	**314 624**	**22 018**	**171 469**	**64 281**	**36 647**	**20 206**	**5 982 300**
Portugal	**26 664**	3 504	10 499	9 394	1 254	2 013	**621 328**
Italie	**14 102**	924	9 015	1 833	1 962	368	**285 814**
Espagne	**7 133**	958	3 373	1 704	553	545	**248 268**
Autres pays de l'UE (à 27)	**48 968**	3 026	30 558	5 686	7 450	2 248	**736 191**
Autres pays d'Europe	**7 672**	657	3 380	1 936	833	866	**288 806**
Algérie	**58 622**	2 259	40 907	7 382	5 532	2 542	**790 158**
Maroc	**58 197**	4 059	32 730	10 537	7 092	3 779	**740 552**
Tunisie	**7 937**	531	4 274	1 740	741	651	**269 613**
Autres pays d'Afrique	**41 771**	3 025	17 646	13 264	3 627	4 209	**873 728**
Turquie	**9 842**	1 338	3 081	4 074	871	478	**249 079**
Autres pays	**33 716**	1 737	16 007	6 732	6 732	2 508	**878 764**
Part des femmes dans la population immigrée (en %)	**48,7**	50,0	49,1	50,2	43,6	48,3	**51,4**

Source : Insee, RP 2015

PAUVRETÉ, PRÉCARITÉ, EXCLUSION - Définitions

Taux de pauvreté

Il correspond à la proportion d'individus (ou de ménages) dont le niveau de vie est inférieur pour une année donnée à un seuil, dénommé seuil de pauvreté (exprimé en euros).

Taux de pauvreté à 50 %, 60%, 40% - Seuil de pauvreté

Un individu (ou un ménage) est considéré comme pauvre lorsqu'il vit dans un ménage dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté. Le seuil est déterminé par rapport à la distribution des niveaux de vie de l'ensemble de la population. Eurostat et les pays européens utilisent en général un seuil à 60% de la médiane des niveaux de vie.

Intensité de la pauvreté

L'intensité de la pauvreté est un indicateur qui permet d'apprécier à quel point le niveau de vie de la population pauvre est éloigné du seuil de pauvreté. L'Insee mesure cet indicateur comme l'écart relatif entre le niveau de vie médian de la population pauvre et le seuil de pauvreté. Il est calculé de la manière suivante : (seuil de pauvreté - niveau de vie médian de la population pauvre) / seuil de pauvreté. Plus cet indicateur est élevé et plus la pauvreté est dite intense, au sens où le niveau de vie des plus pauvres est très inférieur au seuil de pauvreté.

Niveau de vie médian

Il s'agit du niveau de vie qui partage la population en deux groupes ; d'une part, le groupe des personnes qui a un niveau de vie inférieur ; et d'autre part, le groupe des personnes qui a un niveau de vie supérieur à la moyenne.

Disparité des niveaux de vie

Si l'on ordonne une distribution de revenus ou de niveaux de vie, les déciles sont les valeurs qui partagent cette distribution en dix parties égales. Ainsi, pour une distribution du revenu disponible, le premier décile (noté généralement D1) est le revenu au-dessous duquel se situent 10% des revenus. Le neuvième décile (noté généralement D9) est le revenu au-dessous duquel se situent 90% des revenus. Le premier décile est, de manière équivalente, le revenu au-dessus duquel se situent 90% des revenus ; le neuvième décile est le revenu au-dessus duquel se situent 10 % des revenus. Les déciles d'une distribution permettent de calculer des rapports inter-déciles qui mettent en évidence les disparités ou les écarts entre les plus riches et les plus pauvres : le rapport D9/D1 met en évidence l'écart entre le haut et le bas de la distribution ; le rapport D9/D5 compare le haut de la distribution à la valeur médiane ; le rapport D5/D1 compare la médiane au bas de la distribution.

Taux de chômage localisés trimestriels

Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs).
Ces taux sont calculés en moyenne trimestrielle pour les régions, les départements et les zones d'emploi de métropole selon une méthodologie synthétisant les informations de l'enquête emploi pour le niveau national (chômage au sens du BIT) et de Pôle Emploi (chômage répertorié à partir des DEFM) pour la répartition géographique.
Ces taux sont cohérents avec le taux de chômage national officiel dit au sens du BIT.

Demandeurs d'emploi

La notion de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi est une notion différente de celle de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi.
Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en différentes catégories.
Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi
Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins au cours du mois)
Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures au cours du mois)

Le Revenu de solidarité active (RSA)

Le Revenu de solidarité active en vigueur depuis le 1er juin 2009 en France métropolitaine et depuis le 1er janvier 2011 dans les départements d'outre-mer remplace le Revenu minimum d'insertion (RMI), l'Allocation de parent isolé (API) et les dispositifs associés d'intéressement à la reprise d'activité. Le RSA apporte également un complément de revenu à des travailleurs pauvres qui n'auraient pas pu bénéficier de ces aides. Depuis le 1er septembre 2010, le RSA est étendu aux moins de 25 ans (RSA jeunes) sous condition de justifier de deux ans d'activité en équivalent temps plein, au cours des trois dernières années.

L'Allocation de solidarité spécifique (ASS)

Instituée en 1984, l'ASS est une allocation chômage s'adressant aux chômeurs ayant épuisé leurs droits à l'assurance chômage, et qui justifient d'au moins cinq années d'activité salariée au cours des dix dernières années précédant la rupture de leur contrat de travail.

Les allocations du minimum vieillesse

Créée en 1956, l'Allocation supplémentaire vieillesse (ASV) s'adresse aux personnes âgées de plus de 65 ans (60 ans en cas d'inaptitude au travail) et leur assure un niveau de revenu égal au minimum vieillesse. Une nouvelle prestation, l'Allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) est entrée en vigueur le 13 janvier 2007. Cette allocation unique se substitue, pour les nouveaux bénéficiaires, aux prestations de premier étage du minimum vieillesse (qui ne font pas partie des minima sociaux) et à l'Allocation supplémentaire vieillesse.

La Couverture maladie universelle (CMU) et la Couverture maladie universelle complémentaire (CMUC)

Mise en place à partir du 1er janvier 2000, la CMU est un droit immédiat et permanent à l'assurance maladie et maternité de base pour toute personne en résidence stable et régulière sur le territoire et qui n'en bénéficie pas déjà. La CMU de base concerne les personnes en situation de grande exclusion et les anciens assurés personnels. La CMUC concerne ceux dont les revenus ne dépassent pas un certain seuil et ouvre droit à la prise en charge intégrale du ticket modérateur et des dépenses supplémentaires concernant l'optique, les prothèses dentaires, l'orthopédie dento-faciale, les audioprothèses... Elle couvre aussi le forfait hospitalier. Enfin, elle dispense de l'avance de frais.

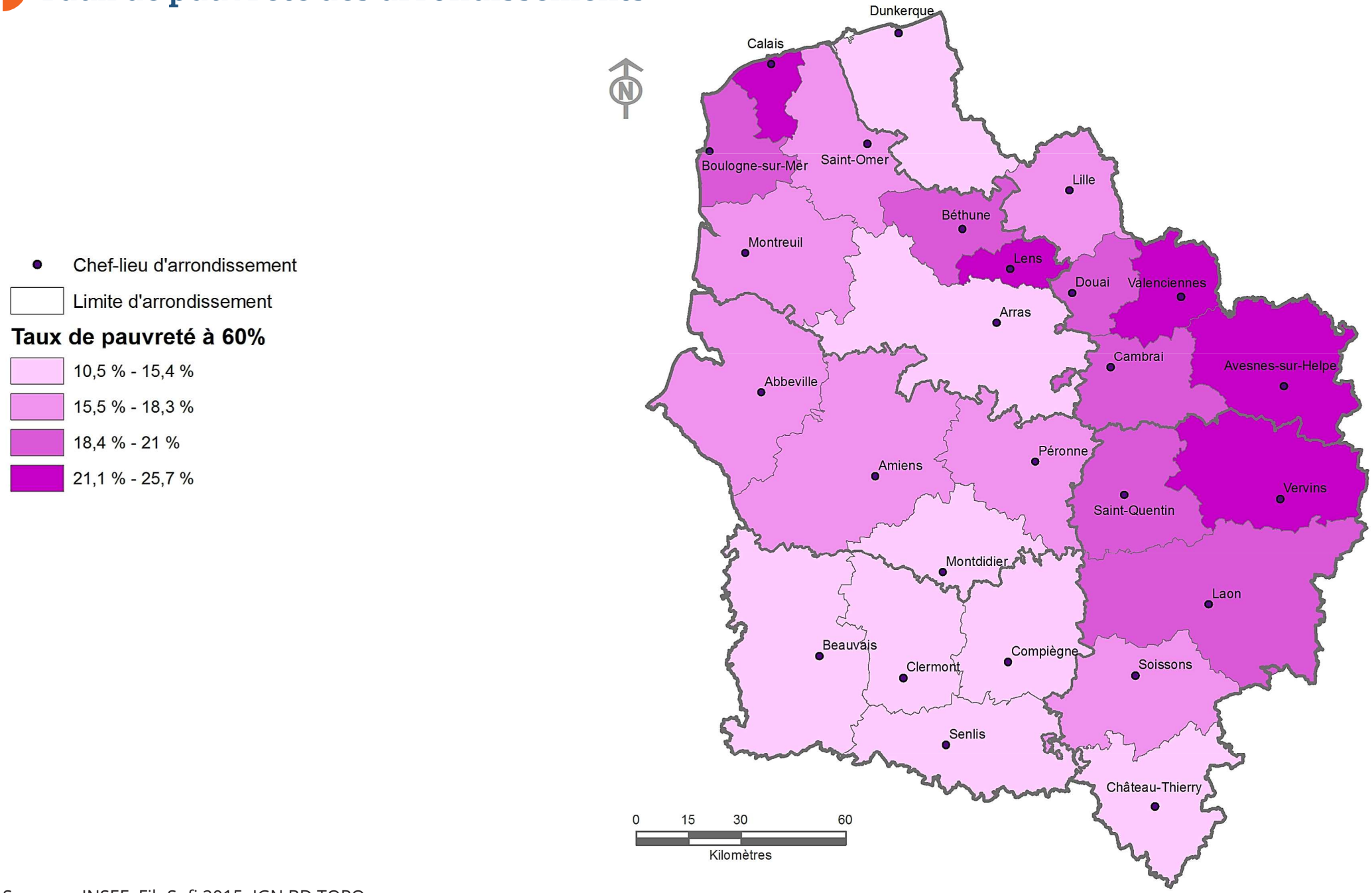
Niveau de vie et pauvreté

	Hauts-de-France	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	France métropolitaine
Niveau de vie médian des ménages (en euros) (1)	**18 982**	18 604	18 920	20 956	18 099	19 205	**20 566**
Disparités des revenus des ménages (rapport inter décile D9/D1 du niveau de vie) (1)	**3,3**	3,2	3,4	3,2	3,1	3,2	**3,5**
Taux de pauvreté monétaire (seuil de pauvreté à 60%) (en %) (1)	**18,6**	19,0	19,4	13,4	20,3	17,3	**14,9**
Taux de pauvreté monétaire des ménages (seuil de pauvreté à 60%) dont le référent fiscal est âgé de moins de 30 ans (en %) (1)	**30,0**	31,6	30,2	20,8	33,4	30,4	**23,0**
Taux de pauvreté monétaire des ménages (seuil de pauvreté à 60%) dont le référent fiscal est âgé de 75 ans ou plus (en %) (1)	**9,0**	7,9	9,2	6,8	10,2	8,5	**8,4**
Intensité de la pauvreté monétaire (en %) (1)	**19,9**	20,5	20,3	20,3	18,9	20,1	**21,0**

Sources : Drees ; Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, FiLoSoFi ; Caf (31/12/2015)

(1) Indicateurs sociaux départementaux.

Taux de pauvreté des arrondissements



Sources : INSEE, FiloSofi 2015; IGN BD TOPO
Réalisation : PEOMA, DRJSCS Hauts-de-France, 2019

Inégalités de revenus

	Hauts-de-France	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	France métropolitaine
Nombre de ménages fiscaux	**2 409 813**	**222 328**	**1 037 543**	**321 647**	**595 175**	**233 120**	**27 071 573**
Part des ménages fiscaux imposés (en %)	**49,2**	47,8	48,9	58,2	44,8	50,5	**55,4**
Revenu salarial annuel moyen (en euros) (1)	**20 900**	**19 970**	**21 140**	**23 120**	**19 580**	**20 240**	**22 690**
Femmes	**17 360**	16 720	17 560	19 330	16 000	16 910	**19 140**
Hommes	**23 300**	22 050	23 630	25 860	21 870	22 440	**25 420**
Cadres (y.c. les chefs d'entreprise salariés)	**40 980**	39 010	40 630	44 980	39 280	39 310	**44 880**
Professions intermédiaires	**24 010**	24 150	23 520	25 790	23 720	23 670	**24 380**
Employés	**15 060**	15 180	14 820	16 580	14 520	15 000	**15 380**
Ouvriers	**17 580**	18 010	16 990	18 650	17 540	17 920	**17 480**

Sources : Drees ; Insee, DADS ; Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, FiLoSoFi

(1) Salariés au lieu de résidence, du secteur privé et des entreprises publiques, y compris les bénéficiaires de contrats aidés. Sont exclus les apprentis, les stagiaires, les salariés agricoles et les salariés des particuliers employeurs.

Surendettement

	Hauts-de-France	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	France métropolitaine
Nombre de dossiers de surendettement déposés							
2008	**25 683**	3 006	11 252	2 870	6 569	1 986	**188 485**
2015	**29 441**	2 881	13 293	3 210	7 593	2 464	**217 340**
2016	**26 174**	2 629	11 805	2 816	6 664	2 260	**194 194**
Nombre de dossiers de surendettement jugés recevables							
2008	**21 740**	2 499	9 680	2 539	5 544	1 478	**161 033**
2015	**26 430**	2 660	11 839	2 858	6 830	2 243	**197 859**
2016	**23 787**	2 382	10 772	2 509	6 077	2 047	**175 125**
Part des dossiers de surendettement jugés recevables (en %)							
2008	**84,6**	83,1	86,0	88,5	84,4	74,4	**85,4**
2015	**89,8**	92,3	89,1	89,0	90,0	91,0	**91,0**
2016	**90,9**	90,6	91,2	89,1	91,2	90,6	**90,2**

Source : Banque de France

Indicateurs de suivi du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale.

Activité et chômage (au sens du recensement)

	Hauts-de-France	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	France métropolitaine
Nombre d'actifs de 15 ans et plus ayant un emploi	**2 266 163**	**198 463**	**974 038**	**340 507**	**535 345**	**217 809**	**26 144 353**
Immigrés	**111 955**	7 899	59 468	27 150	10 040	7 397	**2 608 581**
Non immigrés	**2 154 208**	190 564	914 570	313 357	525 305	210 412	**23 535 772**
Français	**2 202 238**	194 016	938 436	325 769	529 886	214 130	**24 630 608**
Étrangers	**63 925**	4 447	35 603	14 737	5 459	3 679	**1 513 745**
Taux de chômage de la population âgée de 15 ans et plus (en %) (1)	**18,6**	**19,7**	**19,3**	**15,1**	**19,3**	**17,6**	**14,7**
Immigrés	**28,0**	27,9	29,4	23,4	30,9	29,0	**22,6**
Non immigrés	**18,0**	19,3	18,6	14,3	19,1	17,1	**13,7**
Français	**16,6**	17,7	17,2	13,2	17,4	15,7	**12,8**
Étrangers	**31,4**	32,4	31,8	26,6	36,2	35,1	**25,1**

Source : Insee, RP 2015

(1) Au sens du recensement de la population.

Chômage (Pôle emploi)

	Hauts-de-France	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	France métropolitaine
Données septembre 2018							
Nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	**606 280**	56 530	279 360	71 710	142 270	56 410	**5 688 100**
Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A	**377 320**	34 400	181 380	42 970	85 640	32 930	**3 413 800**
Nombre de demandeurs d'emploi longue durée de catégories A, B, C	**304 860**	30 130	139 400	34 670	72 070	28 590	**2 661 000**
Part des femmes parmi les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (en %)	**50,5**	51,1	49,6	52,5	50,5	51,7	**52,3**
Part des moins de 25 ans parmi les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (en %)	**16,3**	16,6	15,5	15,6	18,0	16,7	**13,7**
Part des 50 ans et plus parmi les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (en %)	**22,7**	24,8	22,2	23,3	22,2	23,8	**25,1**
Données janvier 2018							
Taux de chômage localisé (en %) (1)	**11,1**	12,6	11,7	9,0	10,9	10,6	**8,6**
Demandeurs d'emploi dans les QPV (catégorie A, B ou C)	**114 311**	7 578	64 349	11 211	23 890	7 283	**761 150**
Demandeurs d'emploi de longue durée (1 an ou plus) dans les QPV (catégorie A, B ou C)	**53 398**	3 856	29 280	5 162	11 806	3 294	**338 618**
Part des demandeurs d'emploi de longue durée (1 an ou plus) parmi les demandeurs d'emploi au sein des QPV (catégorie A, B ou C) (en %)	**46,7**	50,9	45,5	46,0	49,4	45,2	**44,5**

Sources : Drees ; Insee ; Pôle emploi ; Dares, Statistiques du marché du travail (demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi) ; ASP, traitement Dares

(1) Indicateurs sociaux départementaux.

RSA et minima sociaux

	Hauts-de-France	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	France métropolitaine
Allocataires du revenu de solidarité active (RSA) au 1er janvier 2018 (1)	**219 642**	**17 120**	**109 641**	**19 138**	**55 692**	**18 051**	**1 653 100**
RSA majoré	**28 534**	2 374	13 821	2 504	7 606	2 229	**190 900**
RSA non majoré	**191 031**	14 742	95 786	16 621	48 071	15 811	**1 461 300**
RSA jeune	**77**	4	34	13	15	11	**900**
Part de la population couverte par le RSA total (en %) (2) (4)	**7,9**	7,2	9,1	4,8	8,3	6,6	**5,1**
Allocataires de la prime d'activité au 1er janvier 2018 (1)	**297 193**	**25 830**	**133 302**	**31 450**	**79 153**	**27 458**	**2 670 200**
Prime d'activité majorée	**15 555**	1 470	6 559	2 087	4 026	1 413	**153 300**
Prime d'activité non majorée	**281 638**	24 360	126 743	29 363	75 127	26 045	**2 516 900**
Allocataires de l'Allocation de solidarité spécifique au 1er janvier 2017 (3)	**50 520**	**5 650**	**23 180**	**4 580**	**12 550**	**4 560**	**419 700**
Allocataires de l'ASS pour 100 personnes de 15 à 64 ans (4)	**1,3**	1,7	1,4	0,9	1,4	1,3	**1,0**
Allocataires de l'Allocation supplémentaire vieillesse et de l'Allocation de solidarité aux personnes âgées au 1er janvier 2017	**38 940**	**3 520**	**17 930**	**4 020**	**9 590**	**3 880**	**481 420**
Allocataires de l'ASV et de l'ASPA pour 100 personnes de 60 ans et plus	**2,7**	2,5	3,1	2,1	2,6	2,6	**2,9**
Bénéficiaires de la Couverture maladie universelle complémentaire en 2017	**652 545**	**52 507**	**322 323**	**56 488**	**166 919**	**54 308**	**4 791 414**
Bénéficiaires de la CMU-C pour 100 personnes (4)	**10,8**	9,8	12,3	6,8	11,3	9,5	**7,4**

Sources : Drees ; Cnam, RSI, CCMSA, Calculs Fonds CMU ; MSA ; Cnaf ; Insee, Estimations de population 2017/2018 ; Pôle emploi ; Assedic ; RSI ; Fonds CMU

(1) Les données portant sur les allocataires relevant des Caf sont établies selon le territoire de gestion des Caf et non selon le lieu de résidence.
(2) Population couverte par le RSA : l'allocataire, le conjoint et les personnes à charge.
(3) Données semi définitives.
(4) Indicateurs sociaux départementaux.

COHÉSION SOCIALE - Définitions

Quartiers prioritaires

La réforme de la géographie prioritaire de la politique de la ville, mise en place par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, s'est fondée sur l'identification de quartiers « prioritaires », territoires urbains abritant une part importante de population à bas revenus. L'identification des nouveaux quartiers prioritaires se base sur la concentration des populations ayant des ressources inférieures à 60% du revenu médian métropolitain et sur le revenu médian de chaque agglomération.

Zones de revitalisation rurale (ZRR)

Les ZRR sont des parties du territoire français situées en zones rurales et rencontrant des difficultés notamment en matière sociale, économique et démographique.

Handicap et dépendance
L'Allocation aux adultes handicapés (AAH)

Instituée en 1975, l'AAH s'adresse aux personnes handicapées ne pouvant prétendre ni à un avantage vieillesse ni à une pension d'invalidité ni à une rente d'accident du travail. Le titulaire doit justifier d'un taux d'incapacité d'au moins 80%, ou d'au moins 50% si la CDAPH (commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées) reconnaît qu'il lui est impossible de travailler en raison de son handicap.

L'Allocation personnalisée d'autonomie (APA)

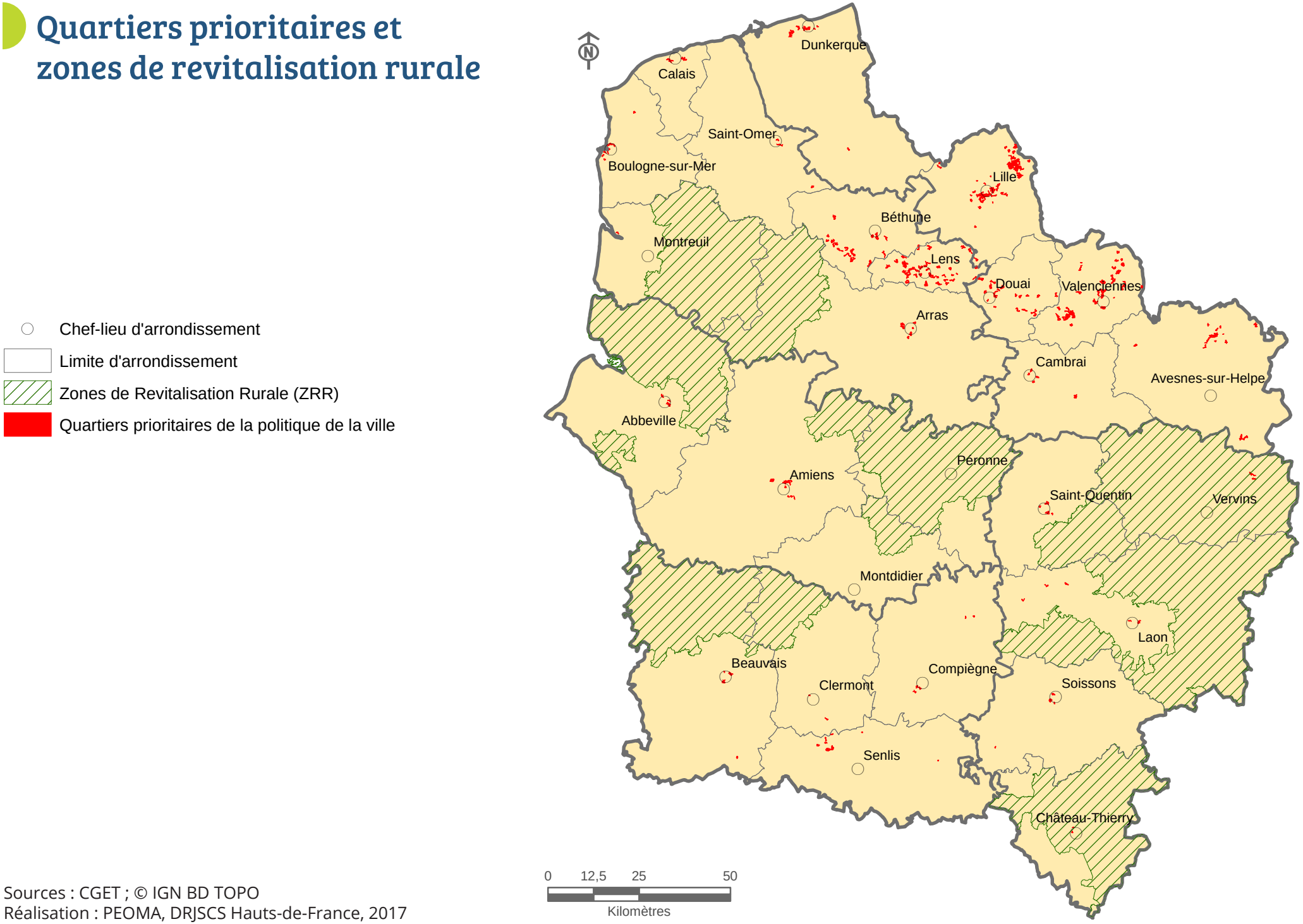
Mise en place en 2002, l'APA est versée par les conseils généraux aux personnes âgées de 60 ans ou plus qui sont évaluées comme dépendantes d'après la grille AGGIR, qu'elles vivent à leur domicile ou qu'elles résident en établissement. Cette prestation permet de financer en partie les différentes aides (humaines et techniques) auxquelles ces personnes ont recours pour compenser leurs difficultés dans la réalisation des actes de la vie quotidienne.

Géographies prioritaires

	Hauts-de-France	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	France métropolitaine
Quartiers prioritaires de la politique de la ville							
Nombre de QPV	**199**	17	91	18	64	9	**1 296**
Nombre de communes avec un QPV	**164**	10	76	12	64	2	**nd**
Population des QPV	**667 970**	38 182	365 902	67 335	158 559	37 992	**4 856 046**
Population des communes avec un QPV	**2 531 239**	122 259	1 367 580	242 686	642 676	156 038	**nd**
Population générale	**5 987 883**	540 067	2 595 536	815 400	1 465 205	571 675	**63 697 865**
Part de la population générale résidant dans les QPV (en %)	**11,2**	7,1	14,1	8,3	10,8	6,6	**7,6**
Zones de revitalisation rurale							
Nombre de communes appartenant à une ZRR	**1 059**	437	0	150	221	251	**14 856**
Population des ZRR	**457 201**	201 639	0	60 373	83 802	111 387	**7 831 984**
Population générale	**5 987 883**	540 067	2 595 536	815 400	1 465 205	571 675	**63 697 865**
Part de la population résidant dans les ZRR (en %)	**7,6**	37,3	0,0	7,4	5,7	19,5	**12,3**

Sources : Insee, RP 2013 ; CGET

Quartiers prioritaires et zones de revitalisation rurale



Sources : CGET ; © IGN BD TOPO
Réalisation : PEOMA, DRJSCS Hauts-de-France, 2017

Allocations et protection liées au handicap et à la dépendance

	Hauts-de-France	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	France métropolitaine
Allocataires de l'Allocation aux adultes handicapés au 1er janvier 2018 (1)	**118 447**	**11 156**	**54 842**	**13 371**	**26 676**	**12 402**	**1 089 852**
Allocataires de l'AAH pour 100 personnes de 20 ans à 64 ans (2)	**3,5**	3,8	3,7	2,8	3,2	3,9	**3,0**
Allocataires de l'Allocation personnalisée d'autonomie au 1er janvier 2017	**116 860**	**12 880**	**45 691**	**9 628**	**35 816**	**12 845**	**1 252 973**
Allocataires de l'APA pour 100 personnes de 75 ans et + (2)	**8,3**	9,2	8,0	5,2	10,1	8,9	**7,6**
Allocataires de l'APA à domicile pour 100 personnes de 75 ans et + (2)	**24,8**	26,8	23,6	16,2	29,7	25,7	**20,9**
Allocataires de l'APA à domicile classés en GIR 1 ou 2 pour 100 bénéficiaires de l'APA à domicile (2) (3)	**20,6**	16,6	18,8	26,5	21,6	23,2	**18,8**
Allocataires de la Prestation de compensation du handicap et de l'Allocation compensatrice pour tierce personne au 1er janvier 2017	**36 495**	**2 861**	**16 111**	**5 549**	**8 504**	**3 470**	**337 073**
Allocataires PCH + ACTP pour 1 000 personnes (2)	**6,1**	5,3	6,2	6,7	5,8	6,1	**5,2**
Nombre de personnes prises en charge par des mandataires au 1er janvier 2018	**46 957**	**4 356**	**21 622**	**4 525**	**11 410**	**5 044**	**443 286**
Nombre de personnes prises en charge par des services mandataires	**44 572**	4 198	20 299	4 347	10 845	4 883	**366 090**
Nombre de personnes prises en charge par des mandataires individuels	**2 385**	158	1 323	178	565	161	**77 196**

Sources : Drees, Enquête sur les allocations du minimum vieillesse, Enquête aide sociale, ISD, enquêtes auprès de la Cnav, du RSI, de la MSA, de la CDC, de l'Enim, de la SNCF, de la Cavimac ; Cnaf et MSA ; Insee, Estimations de population

(1) Pour les données Cnaf la répartition est faite selon le département de la caisse de gestion.
(2) Indicateurs sociaux départementaux.
(3) Les données des départements non répondants ont été estimées par la Drees.

Bénéficiaires de l'aide sociale départementale

	Hauts-de-France	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	France métropolitaine
Aide sociale aux personnes âgées (1)	**136 348**	**14 836**	**55 039**	**10 753**	**42 149**	**13 571**	**1 410 500**
Aide à domicile (APA à domicile, aides ménagères)	**76 646**	8 135	27 774	5 042	28 061	7 634	**753 009**
Aide à l'accueil (APA en établissement, aide sociale à l'hébergement en établissement ou chez des particuliers)	**59 702**	6 701	27 265	5 711	14 088	5 937	**657 491**
Aide sociale aux personnes handicapées (1)	**52 936**	**4 454**	**23 464**	**7 850**	**12 170**	**4 998**	**516 341**
Aide à domicile (PCH, ACTP à domicile, aides ménagères)	**37 961**	3 124	16 944	5 647	8 751	3 495	**358 530**
Aide à l'accueil (ACTP en établissement, aides à l'hébergement en établissement ou chez des particuliers, accueil de jour)	**14 975**	1 330	6 520	2 203	3 419	1 503	**157 811**
Aide Sociale à l'Enfance (nombre de mineurs et jeunes majeurs)	**23 872**	**2 026**	**11 785**	**1 792**	**6 460**	**1 809**	**162 509**
Enfants confiés à l'ASE	**21 843**	1 847	10 835	1 516	6 093	1 552	**147 893**
Placements directs	**2 029**	179	950	276	367	257	**14 616**

Source : Drees, Enquête aide sociale 2017

Les bénéficiaires de l'aide sociale sont des personnes ayant un droit ouvert à l'aide sociale au 31 décembre 2017, hormis pour l'APA pour laquelle sont dénombrés des bénéficiaires payés au titre du mois de décembre.
Pour l'aide sociale aux personnes handicapées, les aides à domicile regroupent l'ACTP à domicile, la PCH et les aides ménagères. Les aides à l'accueil regroupent l'ACTP en établissement, l'ASH, l'accueil par des particuliers et l'accueil de jour.
(1) Totalise des mesures d'aides et non des individus : une même personne peut être comptabilisée plusieurs fois si elle bénéficie de plusieurs types d'aide.

Dépenses de l'aide sociale départementale

	Hauts-de-France	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	France métropolitaine
Dépenses brutes totales d'aide sociale aux personnes âgées (2)	**715 468**	71 207	286 417	59 797	220 924	77 123	**7 990 920**
Dépenses brutes d'Allocation personnalisée d'autonomie (1) (2)	**537 304**	56 010	197 460	46 428	176 830	60 576	**5 582 095**
Dépenses brutes totales d'aide sociale aux personnes handicapées (2)	**753 257**	70 445	327 918	119 108	167 315	68 470	**7 936 948**
Dépenses brutes de Prestation de compensation du handicap et d'Allocation compensatrice pour tierce personne (1) (2)	**219 569**	16 515	108 416	27 899	47 403	19 336	**2 179 291**
Dépenses brutes totales d'aide sociale à l'enfance (4)	**887 160**	65 753	454 905	93 928	204 975	67 598	**7 527 583**
Dépenses de placement (5)	**735 065**	56 019	400 612	69 885	152 737	55 812	**5 907 479**
Dépenses totales brutes d'allocations et d'insertion liées au Revenu de solidarité active	**1 386 797**	103 700	687 358	124 003	355 455	116 282	**10 487 677**
Dépenses d'allocations	**1 297 283**	96 455	652 706	112 009	329 948	106 164	**9 529 225**
Dépenses totales brutes, y compris frais de service, autres interventions sociales et dépenses de personnel	**4 082 986**	333 186	1 916 181	429 321	1 038 286	366 011	**37 196 527**
Dépenses totales nettes d'aide sociale, y compris les frais communs et les dépenses de personnel	**3 933 654**	322 408	1 824 873	416 882	1 012 334	357 157	**34 874 357**
Dépenses totales nettes d'aide sociale (en euros par habitant)	**653**	603	698	502	686	626	**536**

Source : Drees, Enquête aide sociale 2017

(1) Dépenses brutes : avant déduction des recouvrements auprès d'autres collectivités territoriales, des remboursements de participations et de prestations.
Dépenses nettes : dépenses d'aide sociale des départements après déduction des récupérations et recouvrements, mais elles englobent les dépenses prises en charge par l'État par l'intermédiaire de la CNSA, du FMDI et de la TICPE.
(2) Les dépenses d'ACTP et de PCH pour les personnes de 60 ans ou plus sont intégrées aux dépenses à destination des personnes handicapées.
(3) Les dépenses totales brutes d'APA comprennent les dépenses brutes d'APA à domicile et en établissement ainsi que d'autres dépenses d'APA.
(4) Services communs, autres interventions sociales et dépenses de personnel.
(5) Comprend les dépenses de placement en établissements, les dépenses de placement familial et les autres frais de placement.

LOGEMENT, HÉBERGEMENT - Définitions

Le droit au logement opposable (loi DALO)

Le droit au logement opposable, institué en 2007 permet aux personnes mal logées de faire valoir leur droit à un logement ou un hébergement digne.
La loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (dite loi ALUR) a été publiée au Journal officiel du mercredi 26 mars 2014. Elle prévoit la création d'une garantie universelle des loyers et un encadrement de ceux-ci.

Les centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS)

Les CHRS sont des établissements sociaux relevant du Code de l'action sociale et des familles, habilités à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale de l'État. Leur autorisation est délivrée par le préfet après consultation du comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale (CROSMS). Les CHRS ont pour mission d'héberger et d'accompagner des personnes ou des familles connaissant de graves difficultés, notamment économiques, familiales, de logement, de santé ou d'insertion, en vue de les aider à accéder ou à recouvrer leur autonomie personnelle et sociale. Une convention entre le CHRS et l'État précise les catégories de personnes accueillies et la nature des actions conduites en leur faveur.

Les centres d'accueil et de demandeurs d'asile (CADA)

Les CADA sont des établissements sociaux relevant du Code de l'action sociale et des familles. Ils sont partie prenante du dispositif national d'accueil (DNA) des demandeurs d'asile et des réfugiés. Les CADA assurent l'accueil, l'hébergement, l'accompagnement social et administratif des demandeurs d'asile pendant l'instruction de leur demande par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), puis de leur éventuel recours devant la Cour nationale du droit d'asile (CNDA).

Les centres d'accueil non conventionnés

Les centres d'accueil non conventionnés sont des centres d'hébergement d'urgence qui ne sont ni conventionnés au titre de l'aide sociale de l'État, ni conventionnés au titre de l'aide sociale départementale. Ils relèvent plutôt de l'initiative caritative, paroissiale, communale, etc.

Les centres provisoires d'hébergement (CPH)

Les CPH sont des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) destinés spécifiquement aux réfugiés statutaires, c'est-à-dire dont le statut de réfugié a été reconnu par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

Les résidences sociales

Les résidences sociales constituent une catégorie spécifique de logements-foyers, destinés au logement collectif à titre de résidence principale de personnes dans des immeubles comportant à la fois des locaux privatifs meublés et des locaux communs affectés à la vie collective. Les résidences sociales ont vocation à accueillir des publics très diversifiés tels que les jeunes travailleurs ou jeunes en insertion, les personnes en formation professionnelle, les femmes en difficulté, les travailleurs immigrés, etc. Elles peuvent être créées ex nihilo ou par transformation de foyers de jeunes travailleurs (FJT) ou de foyers de travailleurs migrants (FTM). La durée de séjour y est de 1 mois renouvelable sans limitation de durée, mais la vocation d'accueil temporaire est généralement rappelée dans le projet social (accueil variant entre 1 mois et 2 ans).

LOGEMENT, HÉBERGEMENT - Définitions

Les pensions de familles - maison relais

Les pensions de famille constituent une modalité particulière de résidence sociale, destinée à l'accueil sans condition de durée des personnes dont la situation sociale et psychologique rend difficile leur accès à un logement ordinaire. Elles accueillent ainsi des personnes au faible niveau de ressources dans une situation d'isolement ou d'exclusion lourde, fréquentant ou ayant fréquenté de façon répétitive les structures d'hébergement provisoire et dont l'accès à un logement autonome apparaît difficile à court terme, mais sans relever de structures d'insertion de type CHRS. Les pensions de famille proposent un logement durable. Leur conception en petites unités de 15 à 25 logements, alliant logements privatifs et espaces collectifs, avec la présence quotidienne d'un hôte ou d'un couple d'hôte qui leur porte une attention personnalisée, vise à recréer un lien social, en même temps qu'elle offre un environnement sécurisant et chaleureux. Les résidences accueil constituent une formule de maisons relais dédiée aux personnes souffrant d'un handicap psychique, qui prévoit un partenariat formalisé avec des équipes de soins et d'accompagnement social et médico-social adapté.

Les foyers de jeunes travailleurs (FJT)

Les FJT ont pour mission d'accueillir des jeunes en stage, en apprentissage ou exerçant une activité professionnelle. Ils proposent un hébergement temporaire comportant à la fois des locaux privatifs meublés ou non et des locaux affectés à la vie collective.

Les foyers de travailleurs migrants (FTM)

Les FTM migrants ont pour mission d'accueillir des travailleurs migrants isolés. Ces établissements proposent un hébergement à durée indéterminée comportant généralement des locaux privatifs meublés ou non et des locaux affectés à la vie collective. Ces personnes bénéficient automatiquement d'un contrat de location.

Parc de logements et statut d'occupation

	Hauts-de-France	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	France métropolitaine
Nombre total de logements	**2 821 690**	**263 182**	**1 194 450**	**365 879**	**703 500**	**294 679**	**34 306 685**
Part des résidences principales (en %)	**88,8**	87,4	91,3	90,5	86,4	83,8	**82,4**
Part des résidences secondaires et logements occasionnels (en %)	**3,6**	3,5	1,3	2,5	6,3	8,0	**9,6**
Part des logements vacants (en %)	**7,6**	9,1	7,4	7,0	7,4	8,2	**7,9**
Statut d'occupation des résidences principales							
Propriétaires (en %)	**57,6**	61,8	54,8	61,8	57,4	60,8	**57,7**
Locataires (en %)	**40,6**	36,3	43,6	36,3	40,5	37,3	**40,0**
Logés gratuitement (en %)	**1,8**	1,9	1,6	1,9	2,1	1,9	**2,3**
Part des logements sur-occupés en 2015 (en %) (1)	**6,6**	4,5	7,7	7,8	4,4	7,1	**9,7**

Source : Insee, RP 2015

(1) Indicateurs sociaux départementaux.

Recours au droit au logement

	Hauts-de-France	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	France métropolitaine
Nombre de recours "logement" reçus	**2 919**	**35**	**1 157**	**760**	**389**	**578**	**89 125**
Recours non examinés	**44**	0	0	40	0	4	**295**
Recours "logement" avec décision	**2 875**	**35**	**1 157**	**720**	**389**	**574**	**88 830**
Favorables logement (prioritaires et urgents)	**1 007**	24	190	285	151	357	**28 638**
Rejets (explicites)	**1 441**	5	843	313	171	109	**53 441**
Sans objet	**362**	3	108	110	56	85	**5 078**
Réorientation recours "logement" vers hébergement	**65**	3	16	12	11	23	**1 673**
Nombre de recours "hébergement" reçus	**270**	**2**	**73**	**52**	**1**	**142**	**10 083**
Recours non examinés	**1**	0	0	1	0	0	**31**
Recours "hébergement" avec décision	**269**	**2**	**73**	**51**	**1**	**142**	**10 052**
Favorables logement (prioritaires et devant être accueillis)	**132**	0	17	12	1	102	**5 273**
Rejets (explicites)	**103**	1	41	28	0	33	**4 125**
Sans objet	**34**	1	15	11	0	7	**560**
Recours logement réorientés hébergement (rappel)	**65**	3	16	12	11	23	**1 673**
Nombre de recours reçus	**3 189**	**37**	**1 230**	**812**	**390**	**720**	**99 208**
Recours non examinés	**45**	0	0	41	0	4	**326**
Recours avec décision	**3 144**	**37**	**1 230**	**771**	**390**	**716**	**98 882**
Favorables	**1 139**	24	207	297	152	459	**33 911**
Rejets (explicites)	**1 544**	6	884	341	171	142	**57 566**
Sans objet	**396**	4	123	121	56	92	**5 638**

Source : Ministère de la cohésion des territoires, InfoDALO (2017)

Précarité - Logement

	Hauts-de-France	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	France métropolitaine
Nombre de décisions d'expulsions locatives en 2016	**10 816**	**910**	**4 714**	**1 221**	**3 044**	**927**	**124 658**
Expulsions "fermes"	**5 911**	569	2 348	802	1 609	583	**76 373**
Expulsions "conditionnelles"	**4 905**	341	2 366	419	1 435	344	**48 285**
Décisions d'expulsions locatives pour 1 000 ménages	**10,7**	10,9	10,0	10,2	12,5	10,2	**11,1**
Nombre de dossiers de surendettement avec impayés d'énergie en 2017 (1)	**10 336**	**1 041**	**4 627**	**994**	**2 884**	**790**	**66 886**
Part des dossiers avec impayés d'énergie parmi l'ensemble des dossiers de surendettement (en %)	**45,1**	44,9	45,1	41,5	48,2	40,5	**nd**
Part des dettes liées à des impayés d'énergie dans l'ensemble des dettes (en %)	**1,6**	1,3	1,7	0,9	2,0	1,2	**nd**

Sources : Ministère de la justice, Répertoire général civil 2015 ; Insee, RP 2015 ; Banque de France, Enquête typologique 2017

Indicateurs de suivi du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale.
(1) Les données pour les moins de 25 ans et les familles monoparentales ne sont pas disponibles au niveau de la France métropolitaine ; en effet, les ratios sont calculés par la Banque de France et nous ne disposons pas des effectifs nécessaires pour les calculer.

Lits des établissements d'hébergement sociaux

	Hauts-de-France	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	France métropolitaine
Établissements pour adultes et familles en difficulté							
Hébergement social							
Centres d'hébergement et de réinsertion sociale	**5 767**	395	3 178	599	1 169	426	**43 993**
Centres d'accueil de demandeurs d'asile	**1 959**	136	474	559	282	508	**37 587**
Centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale	**2 164**	132	1 377	223	89	343	**35 804**
Centres provisoires d'hébergement	**150**	0	90	30	0	30	**2 142**
Logement accompagné							
Maisons relais - Pensions de famille	**1 432**	170	749	138	202	173	**14 995**
Autres résidences sociales	**3 142**	115	2 085	413	435	94	**92 266**
Foyers de jeunes travailleurs (1)	**2 500**	430	1 133	658	83	196	**44 749**
Foyers de travailleurs migrants (1)	**3 441**	0	1 091	2 286	0	64	**42 170**
Nombre de places d'hébergement (2)							
d'urgence	**3 332**	271	1 933	398	326	404	**38 462**
de stabilisation	**589**	19	398	16	131	25	**8 271**
d'insertion	**3 989**	237	2 224	408	780	340	**33 041**
Places d'hébergement pour 1 000 adultes de 20 à 59 ans	**2,6**	2,0	3,4	2,0	1,7	2,7	**2,5**

Sources : DREES, Finess ; Insee, RP exploitation complémentaire, estimation de population 2017 ; DRJSCS ; DGCS

(1) Conventionnés ou non en résidence sociale.
(2) En CHRS et Centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale.

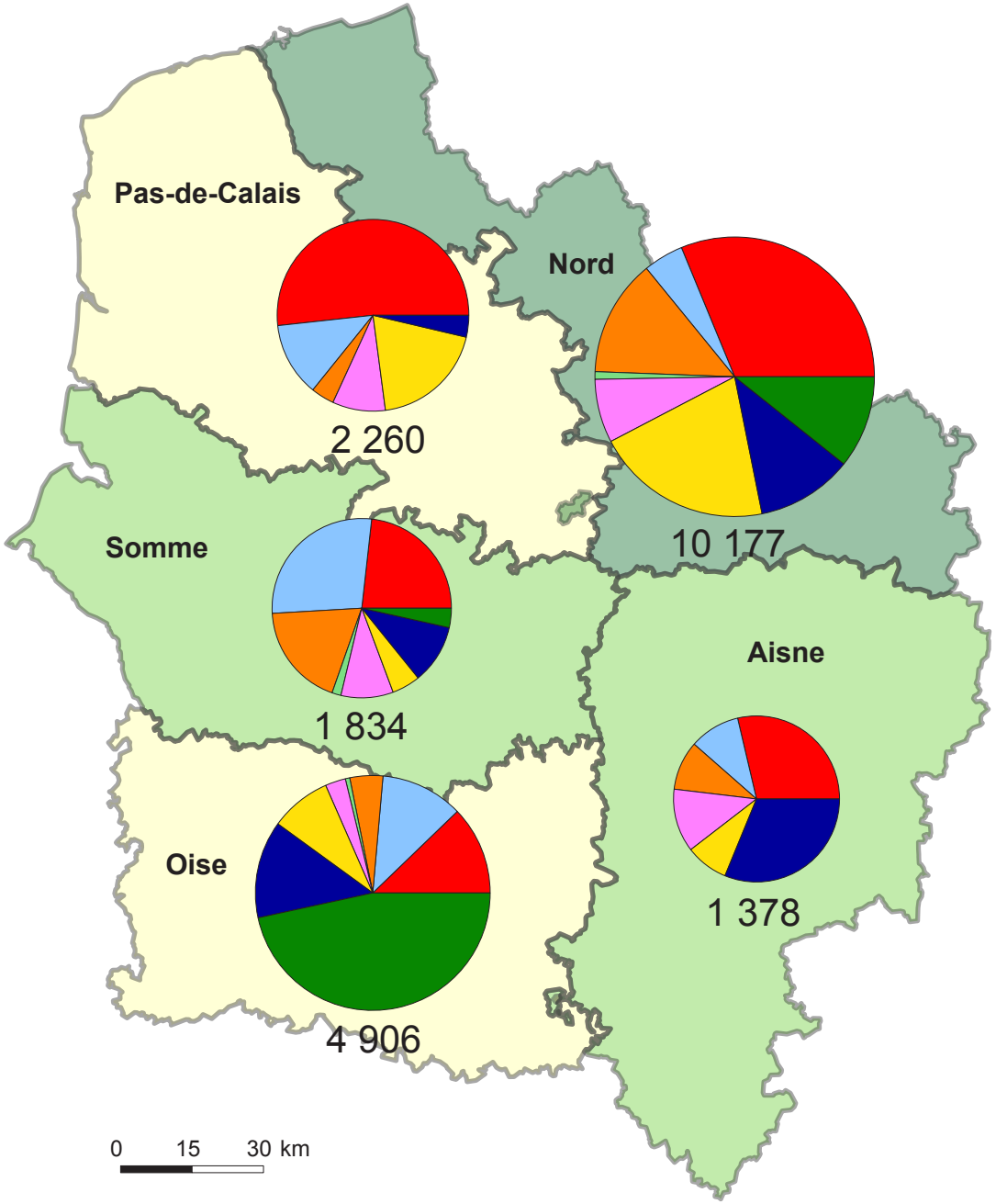
Capacités et taux d'équipement en hébergement social

Établissements pour adultes et familles en difficulté

- Centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS)
- Centres d'accueil de demandeurs d'asile (CADA)
- Centres d'accueil non conventionnés
- Centres provisoires d'hébergement (CPH)
- Maisons relais - Pensions de famille
- Résidences Sociales
- Foyers de jeunes travailleurs (FJT)
- Foyers de travailleurs migrants (FTM)

Taux d'équipement en places d'hébergement pour 1 000 adultes de 20 à 59 ans

- moins de 2
- entre 2 et 3
- plus de 3



Source : DREES, Finess ; Insee, RP exploitation complémentaire, ELP 2017 ; DRJSCS ; DGCS - données au 31 décembre 2017
Réalisation : DRJSCS Hauts-de-France - Pôle études, observations et mission d'appui

JEUNESSE - Définitions

La consommation de produits psychoactifs des jeunes Français

L'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT) est un organisme public chargé du recueil, de l'analyse et de la synthèse des données relatives aux drogues illicites, à l'alcool, au tabac et aux jeux de hasard et d'argent en France.
Mise en œuvre par l'OFDT depuis 2000 en partenariat avec la Direction du service national (DSN), l'enquête déclarative ESCAPAD consiste en un questionnaire proposé à l'ensemble des jeunes présents lors d'une Journée défense et citoyenneté (JDC). Elle renseigne sur les niveaux d'usage et les évolutions en termes de produits et de modalités de consommation. La dernière enquête s'est déroulée en 2008 et permet une exploitation régionale.

Le Contrat unique d'insertion (CUI)

Le CUI est un contrat de travail associant formation et aide financière pour provoquer l'embauche de personnes dont les candidatures pour occuper un emploi sont habituellement rejetées. Il se divise en deux catégories : le Contrat initiative emploi (CUI-CIE) et le Contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE).
Le CUI-CIE concerne des emplois dans le secteur privé industriel et commercial.
Le CUI-CAE concerne des emplois dans le secteur public ou associatif.
Le CUI est réservé aux personnes reconnues par les institutions chargées de l'insertion professionnelle comme spécialement désavantagées dans la compétition pour l'accès à l'emploi.

La jeunesse en action

Le Fonds d'aide aux jeunes (FAJ), créé en 1989, est destiné à aider financièrement les jeunes de moins de 25 ans qui connaissent des difficultés, ces derniers ne pouvant bénéficier d'une aide dans le cadre du RSA (sauf s'ils ont des enfants à charge ou qu'ils ont travaillé au moins deux années au cours des trois années précédant la demande).
La mise en place du FAJ dans les départements, au départ facultative, a été rendue obligatoire en 1992. Initialement co-piloté dans chaque département par l'État et le Conseil général, le FAJ a été décentralisé en 2005 : le Conseil départemental assure depuis cette date la gestion et le financement du fonds.
Le FAJ attribue des aides financières ponctuelles et/ou des prestations d'accompagnement social.

Le Service civique

Le Service civique est un dispositif d'engagement volontaire au service de l'intérêt général créé par la loi du 10 mars 2010.
Principalement financé par l'État, il est accessible sans condition de diplôme, indemnisé et peut s'effectuer en France ou à l'étranger.
Il est constitué de deux formes :
1. « l'engagement de service civique » : un engagement de six à douze mois, indemnisé, pour les jeunes de 16 à 25 ans, jusqu'à trente ans pour les personnes en situation de handicap.
2. « le volontariat de service civique » : un engagement qui peut aller jusqu'à deux ans, ouvert à partir de l'âge de 26 ans et sans limite au-delà ; le soutien financier de l'État porte principalement sur un ensemble de cotisations sociales.
À travers le Service civique, l'État promeut l'engagement citoyen et le volontariat tout au long de la vie, en faveur du vivre ensemble et de la cohésion sociale. Les missions s'effectuent au sein d'une association, d'un établissement public, d'une collectivité territoriale ou dans les services de l'État, dans l'un des neuf domaines reconnus prioritaires pour la nation : solidarité, environnement, sport, culture, éducation, santé, intervention d'urgence, mémoire et citoyenneté.

JEUNESSE - Définitions

Les missions locales et PAIO pour l'accompagnement vers l'emploi des jeunes en difficulté

Une mission locale est un point d'accueil dans une zone de compétence optimale pour les jeunes qui ont besoin d'aide dans leur insertion sociale et professionnelle. La mission locale est une structure d'accueil pour les jeunes de 16 à 25 ans. La mission locale est constituée de tous les partenaires concernés par l'insertion sociale et professionnelle des jeunes : collectivités territoriales, services de l'État, partenaires économiques et sociaux, associations. Missions locales et PAIO (Permanences d'Accueil, d'Information et Orientation) constituent le réseau d'accueil des jeunes en difficulté. Leur zone de compétence correspond à l'aire géographique optimale permettant à ces jeunes de trouver près de leur domicile un point d'accueil susceptible de les aider dans leur insertion sociale et professionnelle.

Le programme ERASMUS+

Le volet jeunesse du programme Erasmus+ est dédié au développement des activités d'éducation non formelle. Il reprend les principaux volets du Programme européen « Jeunesse en action » (PEJA) et introduit de nouvelles opportunités de partenariats intersectoriels.
Erasmus+ jeunesse regroupe trois actions clés dans lesquelles on retrouve la plupart des actions du PEJA :
Action clé 1 : Mobilité de personnes individuelles à des fins d'apprentissage : Service volontaire européen (SVE), échanges de jeunes, mobilité des travailleurs de jeunesse ;
Action clé 2 : Coopération pour l'innovation et l'échange de bonnes pratiques : partenariats stratégiques favorisant l'innovation et l'échange de bonnes pratiques, de compétences et de savoirs – c'est-à-dire, initiatives de jeunes transnationales, partenariats internationaux entre organisations du secteur jeunesse, partenariats internationaux entre organisations de différents secteurs.
Action clé 3 : Soutien aux réformes politiques concernant la jeunesse

Les accueils collectifs de mineurs (ACM)

Le ministère en charge de la jeunesse réglemente et contrôle les activités liées aux ACM, exercées durant les périodes hors scolaires (code de l'action sociale et des familles – articles L2271 à L22712). À ce titre, il collecte des informations relatives à l'organisation de ces accueils (nombre de mineurs accueillis, durée des séjours, nombre d'animateurs…).
Les données statistiques présentées dans le tableau concernent les séjours avec ou sans hébergement accueillant au moins 7 mineurs. Par ailleurs, il distingue les séjours accessoires (liés aux accueils de loisirs ou de jeunes) des autres types de séjours, et ne comptabilise ni les séjours dans une famille, ni les accueils de scoutisme.
Dans le premier cas, il s'agit de séjours organisés dans le cadre habituel des accueils sans hébergement. Les mineurs qui partent en séjours accessoires font partie de ceux qui fréquentent régulièrement l'accueil de loisirs ou de jeunes au cours de l'année. Ces séjours se déroulent en France et à proximité de l'accueil principal (à moins de deux heures de route). La durée de ces séjours ne peut excéder cinq jours.
Dans le second cas, les séjours peuvent être liés à une réglementation spécifique (séjours sportifs, linguistiques, artistiques ou culturels, rencontres européennes, chantiers de bénévoles) ou non. La durée de ces séjours n'est pas limitée.

Classes d'âge - Cohabitation familiale - Mortalité

	Hauts-de-France	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	France métropolitaine
Classe d'âge - sexe et âge au 1er janvier 2018							
Garçons							
Moins de 15 ans	**594 035**	51 513	260 846	84 759	145 249	51 668	**5 971 667**
De 15 à 24 ans	**391 582**	30 167	181 896	48 994	92 570	37 955	**3 895 524**
Moins de 25 ans	**985 617**	81 680	442 742	133 753	237 819	89 623	**9 867 191**
Filles							
Moins de 15 ans	**571 184**	49 345	250 990	82 170	139 944	48 735	**5 710 549**
De 15 à 24 ans	**373 064**	28 469	176 414	46 396	84 602	37 183	**3 751 640**
Moins de 25 ans	**944 248**	77 814	427 404	128 566	224 546	85 918	**9 462 189**
Part des jeunes de moins de 25 ans dans la population générale (en %)	**32,0**	29,9	33,3	31,6	31,3	30,8	**29,7**
Cohabitation familiale des jeunes de 20 à 24 ans en 2015							
Part des garçons de 20 à 24 ans vivant chez les parents (en %)	**58,8**	59,0	56,8	63,7	64,4	50,1	**53,9**
Part des filles de 20 à 24 ans vivant chez les parents (en %)	**41,7**	38,6	40,7	46,6	45,7	34,0	**39,4**
Part des 20 à 24 ans vivant chez les parents (en %)	**50,3**	49,0	48,6	55,4	55,2	42,2	**46,6**
Recours à l'IVG des mineures pour 1 000 femmes de 15 à 17 ans en 2017	**7,7**	nd	nd	nd	nd	nd	**5,3**
Décès des jeunes de 15 à 24 ans (2013-2014-2015) toutes causes confondues	**681**	**72**	**266**	**101**	**164**	**78**	**7 211**
Par accident de la circulation	**161**	17	58	28	38	20	**1 837**
Par suicide	**143**	16	54	14	40	19	**1 160**

Sources : Drees, SAE, PMSI ; Insee, RP 2015 exploitation complémentaire, estimation de population 2018, RP 2006 ; Inserm, CépiDc ; OFDT, Enquête Escapad 2016 ; Cnam, Erasme

Scolarité - Formation - Activité

	Hauts-de-France	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	France métropolitaine
Scolarité (en %)							
Part des jeunes de 17 ans ayant de faibles capacités ou de grosses difficultés en lecture en 2017 (1)	**12,7**	18,3	10,0	13,9	12,9	16,4	**10,5**
Part des jeunes non diplômés parmi les 20-24 ans non inscrits en établissement scolaire en 2015 (1)	**23,2**	24,5	23,5	21,1	23,2	23,4	**18,7**
Part des diplômés de l'enseignement supérieur parmi les 25-34 ans non inscrits en établissement scolaire en 2015 (1)	**37,7**	29,5	42,5	36,2	32,9	36,7	**44,2**
Taux des retards de 2 ans et plus en 3e à la rentrée 2017-2018	**0,9**	1,0	1,1	0,8	0,5	0,6	**1,1**
Part d'élèves entrant en 6e avec au moins un an de retard, à la rentrée 2017-2018 (1)	**9,5**	10,0	10,5	6,9	9,1	9,0	**8,0**
Part d'élèves demi-pensionnaires et internes dans le second degré en 2016 (en %) (2)							
Ensemble des établissements	**63,3**	65,7	60,1	72,1	61,1	68,6	**70,7**
Établissements en ZUS	**47,1**	57,9	46,8	35,8	39,6	71,7	**48,4**
Établissements hors ZUS	**30,1**	33,0	35,0	18,3	27,2	18,3	**27,8**
Taux de scolarisation des enfants de deux ans à la rentrée 2017-2018 (en %) (2)	**27,1**	16,2	33,1	19,5	19,2	31,4	**29,6**
Formation, activité en 2015 (en %)							
Part des filles de 15 à 19 ans élèves, étudiantes ou stagiaires	**81,7**	79,6	82,8	81,3	80,3	81,8	**82,5**
Part des filles de 15 à 19 ans en emploi, y compris en apprentissage	**6,6**	7,1	5,9	8,2	6,5	6,9	**8,3**
Part des garçons de 15 à 19 ans élèves, étudiants ou stagiaires	**75,1**	70,2	78,0	72,4	73,3	73,5	**75,3**
Part des garçons de 15 à 19 ans en emploi, y compris en apprentissage	**10,6**	13,9	8,6	14,8	10,4	12,4	**13,8**

(1) Indicateurs sociaux départementaux.
(2) Indicateurs de suivi du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale.

Scolarité - Formation - Activité

	Hauts-de-France	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	France métropolitaine
Part des filles de 20 à 24 ans élèves, étudiantes ou stagiaires	**27,1**	16,2	33,1	19,5	19,2	31,4	**29,5**
Part des filles de 20 à 24 ans en emploi, y compris en apprentissage	**41,9**	44,2	39,1	50,9	42,8	41,2	**46,4**
Part des garçons de 20 à 24 ans élèves, étudiants ou stagiaires	**23,1**	12,5	29,5	16,5	15,7	24,9	**24,5**
Part des garçons de 20 à 24 ans en emploi, y compris en apprentissage	**46,1**	52,0	42,0	54,8	47,9	46,8	**50,7**
Formation, activité en 2017							
Nombre d'entrées de jeunes de moins de 26 ans en contrat d'apprentissage	**24 606**	2 225	10 917	3 023	5 904	2 537	**289 409**
Nombre d'entrées de jeunes de moins de 26 ans en contrat de professionnalisation	**12 231**	716	6 684	1 369	2 560	902	**153 884**
Nombre d'entrées de jeunes de moins de 26 ans en Contrat unique d'insertion - Contrat d'accompagnement dans l'emploi (3)	**1 904**	205	880	246	432	141	**19 427**
Nombre d'entrées de jeunes de moins de 26 ans en Contrat unique d'insertion - Contrat initiative emploi (3)	**940**	84	459	78	221	98	**5 597**
Emplois d'avenir marchands	**571**	91	183	64	158	75	**4 179**
Emplois d'avenir non marchands (4)	**2 081**	260	1 012	202	429	178	**12 551**

Sources : Drees ; DEPP, Scolarité, Enquête n°16 auprès des établissements privés hors contrat ; DSN ; Insee, RP 2015 ; Dares, Extrapro

(3) Entrées initiales en contrat aidé.
(4) Inclut les emplois d'avenir professeurs.

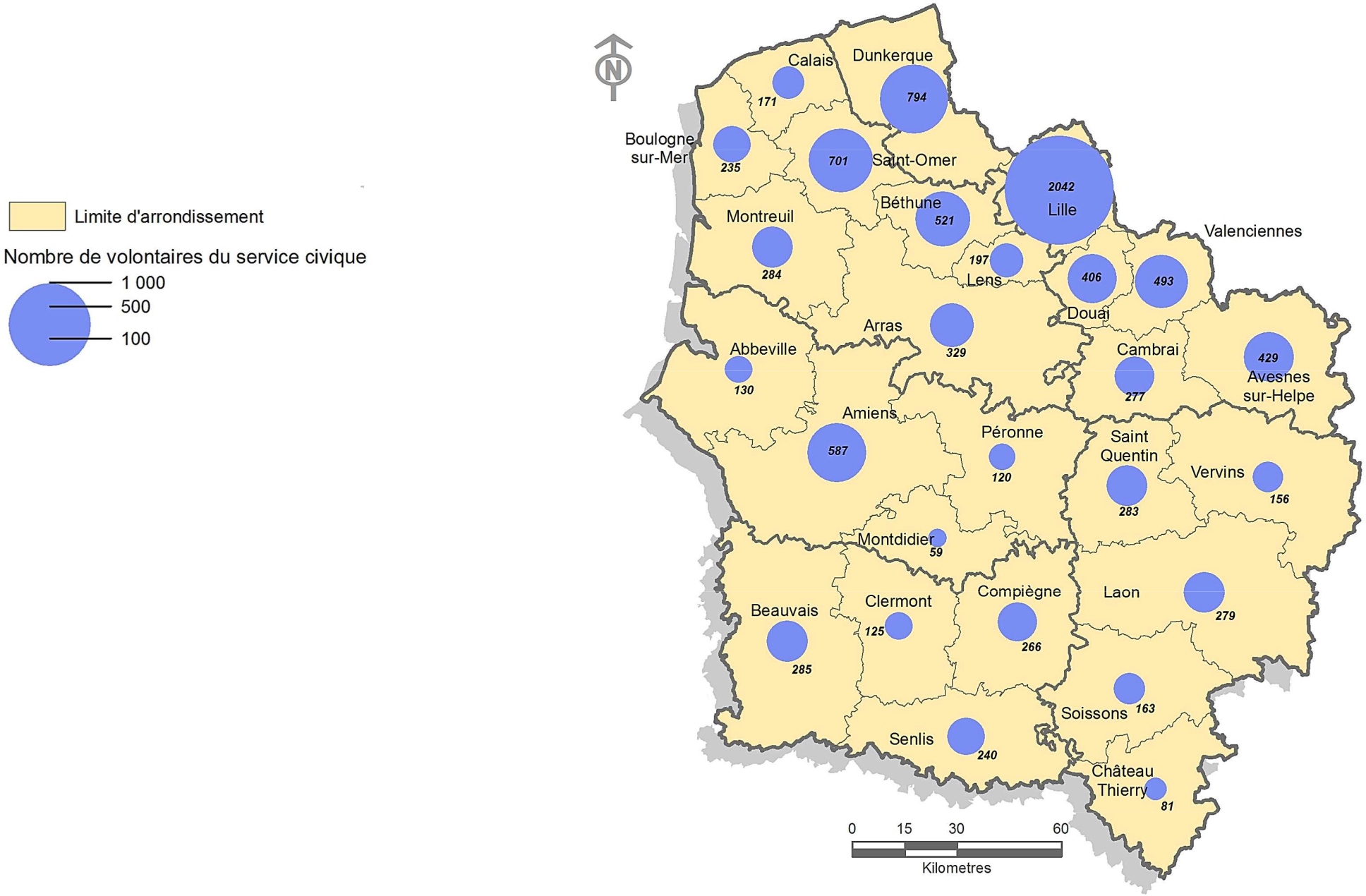
Fonds d'aide aux jeunes - Service civique - Missions locales - PAIO

	Hauts-de-France	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	France métropolitaine
Fonds d'aide à la jeunesse en 2015							
Budget Faj (en euros)	**3 666 022**	500 000	1 942 387	247 000	700 000	276 635	**nd**
Montant des aides individuelles attribuées (en euros)	**nd**	nd	1 444 189	107 589	467 664	217 973	**nd**
Nombre d'aides individuelles attribuées (1)	**nd**	nd	5 741	632	1 457	1 352	**nd**
Montant moyen de l'aide individuelle attribuée (en euros)	**nd**	nd	252	170	321	161	**nd**
Nombre de bénéficiaires du Faj	**nd**	nd	5 352	nd	1 354	1 063	**nd**
Nombre d'entrées de jeunes de 16 à 25 ans dans le dispositif du Service Civique en 2017 (2)	**9 088**	824	4 477	865	2 136	786	**71 404**
Nombre de jeunes en premier accueil dans les réseaux des missions locales et PAIO en 2017 (3)	**41 257**	**3 780**	**18 632**	**5 003**	**10 465**	**3 377**	**382 095**
Part de jeunes accueillis pour la première fois par les missions locales ou les PAIO pour 100 jeunes de 16 à 25 ans (en %) (4)	**5,5**	6,6	5,2	5,4	6,1	4,6	**5,1**

Sources : Drees, Enquête Faj 2015 ; Dares, Parcours 3 ; Djepva, Elisa ; ASC, traitements Injep/Méos

(1) Le nombre d'aides attribuées dans l'année est différent du nombre de jeunes aidés ; un jeune peut avoir bénéficié de plusieurs aides au cours de la même année.
(2) Attention, ces chiffres correspondent aux départements et régions de résidence des volontaires, et non aux territoires de leur mission comme c'était le cas pour les chiffres de l'année 2015.
(3) Données provisoires à fin décembre 2017.
(4) Indicateurs sociaux départementaux.

Volontaires du Service civique des arrondissements en 2017



Réalisation : PEOMA, DRJSCS Hauts-de-France, 2018
Sources : Extraction ELISA, © IGN BD TOPO

Protection de l'enfance - Aide sociale à l'enfance

	Hauts-de-France	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	France métropolitaine
Protection de l'enfance au 1er janvier 2018							
Nombre de places d'accueil mère-enfant	**399**	75	188	76	28	32	**5 180**
Nombre de places en pouponnières à caractère social	**66**	0	30	0	36	0	**817**
Nombre de places en foyers de l'enfance	**1 179**	82	780	104	123	90	**10 637**
Nombre de places en maisons d'enfants à caractère social	**4 724**	119	2 528	809	968	300	**50 871**
Nombre de places en structures intermédiaires de placement social	**0**	0	0	0	0	0	**1 089**
Lieux de vie et d'accueil	**43**	0	0	23	0	20	**2 817**
Villages d'enfants	**275**	60	165	0	50	0	**1 453**
Nombre de places en établissement d'aide sociale à l'enfance pour 1 000 jeunes de 0 à 20 ans	**4,3**	2,5	5,3	4,6	3,2	3,2	**4,6**
Aide sociale à l'enfance au 1er janvier 2017 (1)							
Nombre d'enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance	**21 843**	1 847	10 835	1 516	6 093	1 552	**147 893**
Nombre de placements directs par un juge	**2 029**	179	950	276	367	257	**14 616**
Nombre d'actions éducatives à domicile	**2 416**	486	464	421	658	387	**49 452**
Nombre d'actions éducatives en milieu ouvert	**16 470**	1 515	9 579	1 249	2 639	1 488	**108 099**
Nombre de mesures d'ASE (placements et actions éducatives) pour 100 jeunes de 0 à 20 ans au 1er janvier 2016	**2,6**	2,7	3,0	1,5	2,3	2,4	**1,9**

Sources : Drees, Finess ; DR(D)JSCS ; Insee, estimation de population 2018

(1) Indicateurs sociaux départementaux

Accueils collectifs de mineurs sans hébergement

	Hauts-de-France	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	France métropolitaine
Ensemble des lieux d'accueils	**3 539**	**251**	**1 647**	**518**	**802**	**321**	**33 724**
Nombre de lieux d'accueils de loisirs	**3 525**	243	1 643	518	802	319	**33 491**
Nombre de lieux d'accueils de jeunes	**28**	12	10	2	0	4	**544**
Nombre de structures déclarées ouvertes							
Le mercredi	**956**	47	555	159	138	57	**7 385**
Le samedi	**316**	17	199	13	82	5	**2 594**
En périscolaire	**2 118**	127	979	418	407	187	**25 075**
Autres jours	**191**	9	163	7	0	12	**1 828**
Congés scolaires de Toussaint	**1 580**	102	776	201	360	141	**15 917**
Congés scolaires de Noël	**735**	22	434	69	159	51	**8 716**
Congés scolaires d'hiver	**1 603**	106	786	213	356	142	**16 004**
Congés scolaires de printemps	**1 673**	115	823	214	377	144	**16 153**
Mois de juillet	**2 096**	154	995	256	485	206	**17 381**
Mois d'août	**1 259**	72	634	128	336	89	**12 773**

Suite du tableau ci-après

	Hauts-de-France	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	France métropolitaine
Nombre de places déclarées ouvertes							
Le mercredi	**44 600**	1 746	28 569	6 489	5 774	2 022	**355 862**
Le samedi	**10 890**	370	7 191	305	2 925	99	**78 150**
En périscolaire	**166 030**	11 353	84 814	25 792	33 163	10 908	**2 531 357**
Autres jours	**5 660**	204	4 736	256	0	464	**57 465**
Congés scolaires de Toussaint	**89 515**	4 653	49 498	9 349	20 082	5 933	**843 306**
Congés scolaires de Noël	**38 679**	1 163	25 553	3 130	7 100	1 733	**431 520**
Congés scolaires d'hiver	**89 200**	4 619	49 280	9 086	20 273	5 942	**822 451**
Congés scolaires de printemps	**94 311**	5 214	51 868	9 142	21 884	6 203	**831 047**
Mois de juillet	**179 264**	10 621	92 762	15 159	45 915	14 807	**1 148 442**
Mois d'août	**90 810**	4 724	47 979	6 951	25 886	5 270	**754 215**

Source : Djepva, Siam (traitement Injep-Méos) estimations au 15 novembre 2018

Champ : France métropolitaine + DOM + COM ; seuls les lieux d'accueils habituels sont pris en compte dans les estimations effectuées.
(1) Les accueils de loisirs s'adressent à l'ensemble des mineurs d'âge scolaire tandis que les accueils de jeunes, beaucoup moins nombreux, s'adressent exclusivement à des mineurs âgés de 14 ans ou plus. Les données proposées cette année ont été estimées à partir des différents lieux d'accueils recensés. Pour chacun de ces lieux d'accueils, le nombre de places ouvertes a été estimé, pour chaque tranche d'âge, en ne conservant que l'effectif maximal déclaré pour une période d'activité donnée.La réglementation ayant évolué récemment (cela concerne les déclarations depuis 2015-2016) avec l'inclusion du mercredi après-midi dans le temps périscolaire lorsque la classe a lieu le mercredi matin, la comparaison des données relatives au temps périscolaire (et au mercredi) entre 2015-2016 et les années précédentes doit être effectuée en tenant compte de cette remarque (rupture de série).
Depuis le printemps 2017, les effectifs de places ouvertes font référence aux tranches d'âge 6-13 ans et 14-17 ans et non plus aux tranches d'âge 6-11 ans et 12-17 ans (rupture de série).

Accueils collectifs de mineurs avec hébergement

	Hauts-de-France	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	France métropolitaine
Séjours de vacances (séjours non spécifiques d'au moins cinq jours)							
Nombre de séjours de cinq jours ou plus	**465**	63	72	66	152	112	**21 006**
Effectifs de départs de mineurs au sein de ces accueils	**12 136**	1 357	1 964	2 031	3 916	2 868	**746 769**
Nombre de journées	**3 576**	543	513	531	1 027	962	**186 858**
Nombre de journées enfants	**99 284**	12 356	14 899	16 374	29 095	26 560	**7 179 089**
Séjours courts (séjours non spécifiques de moins de cinq jours)							
Nombre de séjours	**142**	10	26	39	36	31	**2 893**
Effectifs de départs de mineurs au sein de ces accueils	**2 824**	202	508	727	814	573	**57 838**
Nombre de journées	**419**	31	82	110	109	87	**8 900**
Nombre de journées enfants	**8 458**	549	1 615	2 115	2 563	1 616	**172 811**
Séjours spécifiques (sportifs, linguistiques, artistiques ou culturels, rencontres européennes de jeunes, chantiers de bénévoles)							
Nombre de séjours	**72**	**12**	**18**	**11**	**12**	**19**	**2 909**
Nombre de séjours de cinq jours ou plus	**54**	9	12	9	7	17	**2 026**
Effectifs de départs de mineurs au sein de ces accueils	**2 120**	530	514	281	392	403	**81 296**
Nombre de journées	**586**	69	105	142	64	206	**18 588**
Nombre de journées enfants	**15 425**	3 035	2 544	3 023	1 907	4 916	**553 186**

Suite du tableau ci-après

	Hauts-de-France	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	France métropolitaine
Séjours "activité accessoire" aux accueils de loisirs ou aux accueils de jeunes (mini-séjours) (1)							
Nombre de séjours	**3 482**	**451**	**1 104**	**277**	**1 067**	**583**	**20 792**
Nombre de séjours de cinq jours ou plus	**724**	97	153	73	270	131	**6 075**
Effectifs de départs de mineurs au sein de ces accueils	**74 175**	8 790	24 744	4 870	24 692	11 079	**369 609**
Nombre de journées	**11 221**	1 396	3 285	941	3 633	1 966	**70 434**
Nombre de journées enfants	**236 000**	26 560	73 003	15 548	83 164	37 725	**1 244 560**
Ensemble des séjours							
Nombre de séjours	**4 161**	**536**	**1 220**	**393**	**1 267**	**745**	**47 600**
Nombre de séjours de cinq jours ou plus	**1 243**	169	237	148	429	260	**29 107**
Effectifs de départs de mineurs au sein de ces accueils	**91 255**	10 879	27 730	7 909	29 814	14 923	**1 255 512**
Nombre de journées	**15 802**	2 039	3 985	1 724	4 833	3 221	**284 780**
Nombre de journées enfants	**359 167**	42 500	92 061	37 060	116 729	70 817	**9 149 646**
Accueils de scoutisme							
Nombre de lieux d'accueils habituels	**142**	12	80	23	18	9	**1 866**
Nombre de places ouvertes	**10 583**	756	5 800	1 667	1 516	844	**130 235**

Source : Djepva, Siam (traitement Injep-Méos) estimations au 15 novembre 2018

Champ : France métropolitaine + DOM + COM ; seuls les lieux d'accueils habituels sont pris en compte dans les estimations effectuées.
(1) Les séjours «activité accessoire» sont organisés dans le cadre des accueils de loisirs ou des accueils de jeunes dont l'activité se déroule habituellement sans hébergement. La durée d'un tel séjour ne peut dépasser cinq jours.

Accueil des enfants d'âge préscolaire

	Hauts-de-France	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	France métropolitaine
Accueil collectif	**20 172**	**947**	**10 880**	**2 470**	**4 116**	**1 759**	**373 435**
Crèches collectives (y compris parentales)	**4 480**	210	3 200	78	992	0	**82 211**
Haltes garderies	**2 506**	133	1 926	383	44	20	**18 882**
Jardins d'enfants	**463**	11	315	0	97	40	**8 442**
Jardins d'éveil	**0**	0	0	0	0	0	**84**
Multi-accueil	**12 723**	593	5 439	2 009	2 983	1 699	**263 816**
Places en accueil collectif pour 1 000 enfants nés au cours des 3 dernières années	**93,0**	52,5	110,7	80,5	79,5	97,0	**171,5**
Accueil familial							
Places	**2 932**	278	1 343	897	241	173	**45 717**
Enfants de 2 ans scolarisés pour 100 enfants de 2 ans	**27,5**	18,8	34,6	8,8	31,4	20,5	**12,3**
Personnes salariées employées par des particuliers (2e trimestre 2016)							
Assistantes maternelles	**32 568**	3 546	13 236	4 872	7 611	3 303	**301 683**
Garde d'enfants à domicile	**4 103**	246	2 356	583	697	221	**75 616**

Sources : Drees, Enquête aide sociale 2017 (Volet PMI) ; Statistiques départementales des conseils départementaux ; Ircem

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

	Associations	Fondations	Mutuelles	Coopératives	Ensemble
Établissements (1)	11 794	103	480	1 459	**13 836**
Répartition régionale (en %)	85,2	0,7	3,5	10,6	**100,0**
Répartition France entière (en %)	82,6	0,7	3,7	13,0	**100,0**
Répartition hors Ile-de-France (en %)	81,4	0,6	4,0	14,0	**100,0**
Salariés (2)	172 648	6 536	7 728	16 318	**203 230**
Répartition régionale (en %)	85,0	3,2	3,8	8,0	**100,0**
Répartition France entière (en %)	76,9	3,6	6,5	13,0	**100,0**
Répartition hors Ile-de-France (en %)	76,8	2,7	6,6	13,9	**100,0**
Masse salariale (en millions d'euros) (3)	3 428	173	257	483	**4 341**
Répartition régionale (en %)	79,0	4,0	5.9	11,1	**100,0**
Répartition France entière (en %)	68,9	4,1	9,2	17.8	**100,0**
Répartition hors Ile-de-France (en %)	68,0	3,1	9,4	19,5	**100,0**

Sources : Acoss-Urssaf et MSA. Données 2017. Traitement R&S

(1) L'observation porte sur les établissement identifiés à partir de leur numéro SIRET, et non sur les entreprises qui peuvent comporter plusieurs établissements.
(2) Les emplois sont recensés selon la moyenne des quatres trimestres, qu'ils soient à temps partiel ou à temps complet.
(3) La masse salariale désigne l'ensemble des rémunérations sur lesquelles repose le calcul des cotisations sociales.

ASSOCIATIONS, SPORTS - Définitions

Fédérations sportives

Une fédération sportive est une union d'associations sportives (régie par la loi de 1901), dont l'objet est de rassembler les groupements sportifs qui y sont affiliés ainsi que les licenciés, dans le but d'organiser la pratique sportive à travers notamment les compétitions. Les fédérations peuvent être agréées par le ministère : la loi leur reconnaît alors une mission de service public.
Il existe plusieurs types de fédérations :
- Les fédérations unisport organisent la pratique d'une seule discipline (par exemple la Fédération française de volley-ball).
- Les fédérations multisports permettent de pratiquer différents sports relevant pour leurs règles des fédérations unisports comme l'Union nationale du sport scolaire (UNSS).
- Les fédérations «affinitaires» visent en priorité une pratique omnisports, multiactivités, selon des affinités diverses centrées sur l'être humain dans sa globalité (par exemple : l'Union française des oeuvres laïques d'éducation physique).

Les fédérations sportives sont chargées d'organiser et de promouvoir la pratique de leurs disciplines. Les articles L.131-8 et L.131-14 du code du sport distinguent les fédérations qui bénéficient de l'agrément de l'État de celles qui ont reçu, de plus, délégation de ses pouvoirs.

Équipements Sportifs

Un équipement sportif au sens de l'article L. 312-2 du code du sport est, tout bien immobilier, appartenant à une personne publique ou privée, spécialement aménagé ou utilisé, de manière permanente ou temporaire, en vue d'une pratique sportive et ouvert aux pratiquants à titre gratuit ou onéreux.

Le sport de haut niveau

Le sport de haut niveau est reconnu par le code du sport et par la charte du sport de haut niveau (fondée sur les principes déontologiques du sport). Il repose sur des critères bien établis qui sont :
- la reconnaissance du caractère de haut niveau des disciplines sportives
- les compétitions de référence (jeux olympiques, championnats du monde et championnats d'Europe)
- la liste des sportifs de haut niveau
- les filières d'accès au sport de haut niveau.

Pôles sportifs / espoirs

Les pôles espoir accueillent de jeunes sportifs de haut niveau inscrits sur la liste des sportifs Espoir. Répartis sur l'ensemble du territoire et mis en place par chaque discipline, ils leur permettent de concilier carrière sportive, suivi d'études et insertion professionnelle. Ils proposent un emploi du temps aménagé et des examens établis en fonction des entraînements et des dates de compétitions.

Emploi dans les associations et le sport

	Hauts-de-France	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	France métropolitaine
Nombre d'établissements associatifs employeurs en 2016	**13 176**	**1 207**	**6 058**	**1 750**	**2 698**	**1 463**	**180 716**
Action sociale	**2 864**	238	1 400	300	646	280	**31 399**
Enseignement	**1 496**	96	808	162	279	151	**20 292**
Santé humaine	**318**	42	137	38	72	29	**3 821**
Activités sportives, récréatives et de loisirs	**2 992**	262	1 204	548	626	352	**35 943**
Arts, spectacles et activités récréatives	**1 265**	93	637	174	220	141	**21 814**
Autres établissements associatifs	**4 241**	476	1 872	528	855	510	**67 447**
Nombre de salariés dans les établissements associatifs en 2016	**176 527**	**11 883**	**88 189**	**19 488**	**41 537**	**15 430**	**1 805 752**
Action sociale	**95 173**	6 007	47 064	9 724	24 691	7 687	**892 176**
Enseignement	**35 939**	1 834	21 401	3 341	5 928	3 435	**334 886**
Santé humaine	**11 290**	1 017	4 043	1 874	3 700	656	**130 216**
Activités sportives, récréatives et de loisirs	**4 106**	s	2 457	998	s	651	**80 494**
Arts, spectacles et activités récréatives	**2 162**	s	1 595	181	s	386	**29 450**
Autres établissements associatifs	**27 857**	3 025	11 629	3 370	7 218	2 615	**338 530**
Part de l'emploi associatif en ETP dans l'emploi total (en %)	**8,9**	7,8	9,3	8,1	9,3	8,0	**7,6**

Suite du tableau ci-après

Emploi dans les associations et le sport

	Hauts-de-France	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	France métropolitaine
Nombre de postes salariés du secteur privé dans le secteur sportif au 1er janvier 2018 (1)	**8 011**	**446**	**3 922**	**1 232**	**1 539**	**872**	**124 040**
Gestion d'installations sportives	1 484	76	695	294	351	68	18 029
Activités de clubs de sport	**5 281**	279	2 602	798	1 011	591	**81 246**
Activités des centres de culture physique	**554**	40	279	79	102	54	**7 828**
Autres activités liées au sport	**291**	24	192	13	54	8	**8 540**
Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs (2)	**401**	27	154	48	21	151	**8 397**
Nombre de salariés dans les principales autres activités associées au sport en 2017 (3)	**5 350**	**268**	**3 433**	**507**	**777**	**365**	**81 845**
Construction bateaux de plaisance	**58**	**0**	**58**	**0**	**0**	**0**	**7 982**
Fabrication de bicyclettes et véhicules pour invalides	**27**	26	1	0	0	0	**1 811**
Fabrication d'articles de sports	**393**	0	230	134	10	19	**4 365**
Commerce de détail d'articles de sports en magasins spécialisés	**4 832**	242	3 124	369	754	343	**51 649**
Téléphériques et remontées mécaniques	**0**	0	0	0	0	0	**13 180**
Location et location-bail d'articles de loisirs et de sports	**40**	0	20	4	13	3	**2 858**

Sources : Insee, Clap (associations employeuses) ; Acoss-Urssaf Séquoia

(1) Le secteur sportif regroupe les classes suivantes : gestion d'installations sportives (NAF 93.11Z), activités de clubs de sport (NAF 93.12Z), activités des centres de culture physique (NAF 93.13Z), autres activités liées au sport (NAF 93.19Z), enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisir (NAF 85.51Z).
(2) Non compris les postes d'enseignants d'éducation physique et sportive des établissements scolaires et universitaires, publics ou privés sous contrat
(3) Activités économiques concourant essentiellement à la mise à disposition de biens ou de services nécessaires à la pratique du sport. Exemples : construction de bateaux de plaisance (NAF 30.12Z), fabrication de bicyclettes et de véhicules pour invalides (NAF 30.92Z), fabrication d'articles de sport (NAF 32.30Z), commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé (NAF 47.64Z), téléphériques et remontées mécaniques (NAF 49.39C), location et location-bail d'articles de loisir et de sport (NAF 77.21Z)

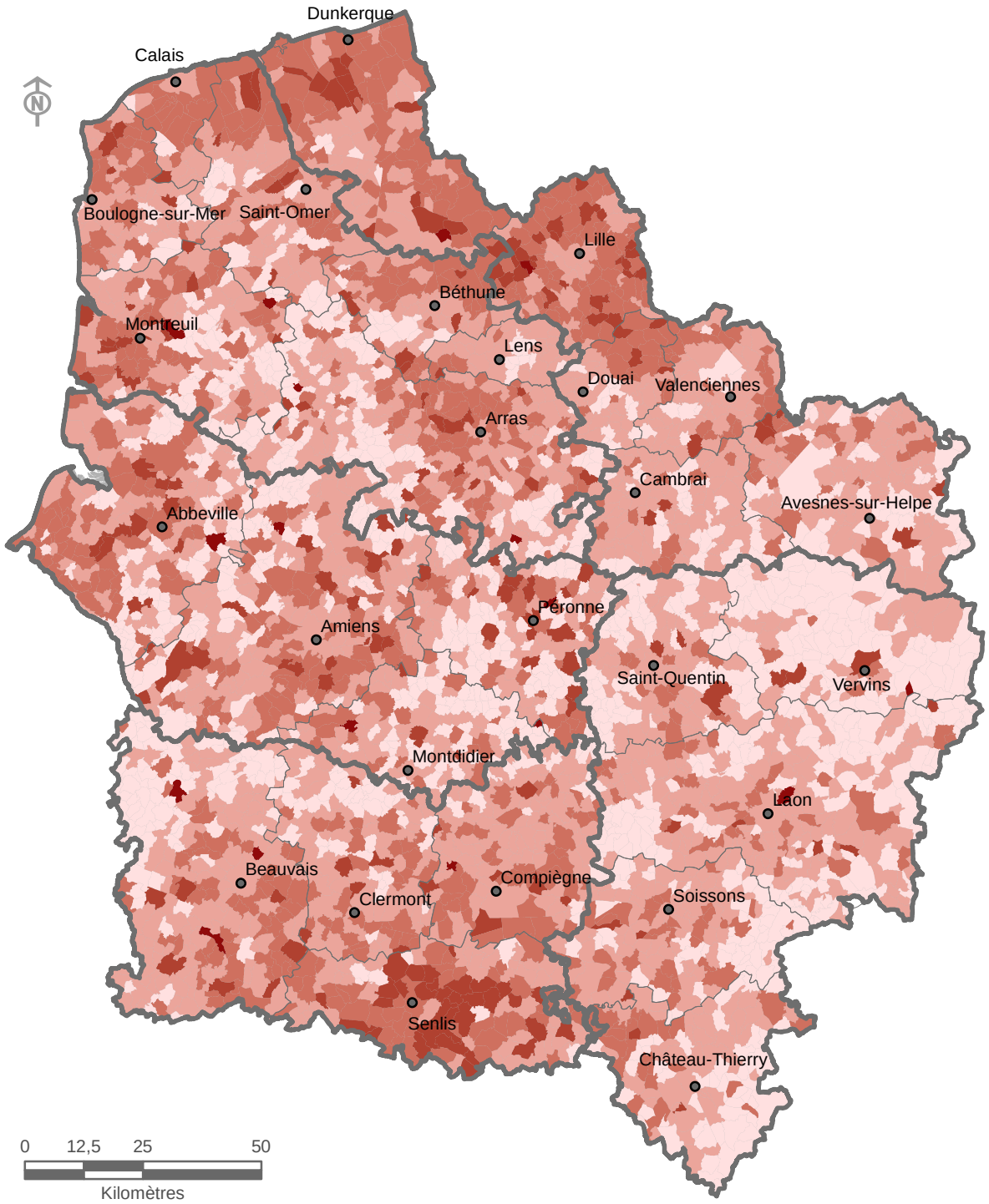
Fédérations sportives

	Hauts-de-France	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	France métropolitaine
Clubs affiliés à une fédération (1)	**12 734**	**1 174**	**4 970**	**1 879**	**3 141**	**1 570**	**155 518**
Fédérations unisport olympiques	**5 501**	552	2 138	890	1 273	648	**63 140**
Fédérations unisport non olympiques	**2 503**	270	934	448	586	265	**40 140**
Fédérations multisports	**4 730**	352	1 898	541	1 282	657	**52 238**
Licences sportives délivrées (1)	**1 279 842**	**100 998**	**572 359**	**189 996**	**294 895**	**121 594**	**15 168 953**
Part des licences féminines (en %)	**37,2**	36,7	37,1	39,8	35,3	38,7	**37,8**
Nombre de licences sportives pour 100 habitants	**21,2**	18,9	21,9	22,9	20,0	21,3	**23,3**
Fédérations unisport olympiques	**724 032**	**62 793**	**313 271**	**112 113**	**169 461**	**66 394**	**8 484 374**
Part des licences féminines (en %)	**29,3**	30,9	28,8	31,4	27,8	30,8	**30,9**
Fédérations unisport non olympiques	**125 313**	**11 776**	**50 437**	**22 300**	**28 928**	**11 872**	**2 032 235**
Part des licences féminines (en %)	**31,8**	29,8	31,2	36,2	31,1	29,9	**32,6**
Fédérations multisports	**430 497**	**26 429**	**208 651**	**55 583**	**96 506**	**43 328**	**4 652 344**
Part des licences féminines (en %)	**52,0**	53,3	51,0	58,3	49,7	53,1	**53,2**
Fédération Handisport	**2 763**	223	995	682	574	289	**26 482**
Fédération du sport adapté	**1 903**	206	617	187	684	209	**25 284**
Nombre de Conseillers techniques nationaux et régionaux affectés dans les services déconcentrés (H/F) (2)	**45**	nd	nd	nd	nd	nd	**1 153**

Sources : Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports, Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA), MEOS, Direction des Sports, CGOCTS

(1) Totaux régionaux y compris les non-répartis par département / Total France métropolitaine y compris les non-répartis par département et par région.
(2) Il s'agit de l'ensemble des conseillers techniques régionaux et nationaux affectés en région.

Nombre de licences sportives par habitant des communes



Chef-lieu d'arrondissement

Limite d'arrondissement

pour 1 000 habitants

- 0,0 - 162,7
- 162,8 - 242,9
- 243,0 - 355,2
- 355,3 - 724,5
- 724,6 - 2423,1

Sources : MEOS, INJEP 2015 ; INSEE ; © IGN BD TOPO
Réalisation : PEOMA, DRJSCS Hauts de France, 2018

Équipements sportifs - Sports de haut niveau - Pôles sportifs

	Hauts-de-France	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	France métropolitaine
Nombre d'équipements sportifs (hors sports de nature) (7 novembre 2018)	**24 138**	**3 183**	**7 947**	**4 336**	**5 365**	**3 307**	**264 402**
Terrains de grands jeux (foot, rugby..)	**4 553**	549	1 409	754	1 227	614	**41 988**
Courts de tennis	**2 592**	305	891	567	485	344	**39 988**
Bassins de natation	**389**	51	145	63	95	35	**6 188**
Boulodromes	**3 323**	617	703	625	721	657	**28 376**
Équipement sportifs (hors sports de nature) pour 100 habitants	**0,4**	0,6	0,3	0,5	0,4	0,6	**0,4**
Sportifs de haut niveau (17 novembre 2018) (1)							
Nombre de sportifs en catégorie Élite	**37**	1	16	4	12	4	**804**
Nombre de sportifs en catégorie Senior	**55**	2	33	6	3	11	**985**
Nombre de sportifs en catégorie Jeune (relève)	**194**	9	88	19	37	41	**2 589**
Nombre de sportifs en catégorie Reconversion	**6**	0	1	2	3	0	**138**
Nombre de sportifs en catégorie Espoir	**527**	30	232	72	109	84	**6 508**
Nombre de sportifs en collectif national	**134**	12	59	16	30	17	**2 071**
Projets de performance fédéraux* selon le type de programme (données au 17 décembre 2018) (2)							
Ensemble des projets de performance fédéraux (PPF)	**74**	1	43	4	13	13	**988**
Projets de performance fédéraux "Accession"	**59**	1	33	4	10	11	**718**
Projets de performance fédéraux "Excellence"	**15**	0	10	0	3	2	**270**

Source : Ministère des sports, Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative, Direction des sports, base de données «Portail de suivi quotidien du sportif», Res

(1) Un sportif est de haut niveau s'il est inscrit sur l'une des 4 listes suivantes : élite, séniors, jeunes ou reconversion.
(2) Les projets de performance fédéraux succèdent aux Parcours de l'Excellence Sportive (PES). Le Projet de Performance Fédéral (PPF), validé par les instances fédérales nationales, doit comprendre deux programmes distincts : un programme d'excellence qui prend en compte la population des sportifs de haut niveau et du collectif France en liste et l'ensemble des structures ou dispositifs de préparation ciblés sur cette population d'une part, un programme d'accession au haut niveau qui s'adresse plus particulièrement aux sportifs en liste de sportif Espoir en assurant la détection et le perfectionnement de ces talents, ainsi qu'aux sportifs régionaux d'autre part.

FORMATIONS, DIPLÔMES - Définitions

Certifications des professions sociales

Le Ministère en charge des affaires sociales met en place des formations et délivre des diplômes d'État de travail social. Tous ces diplômes sont accessibles par validation des acquis de l'expérience (VAE).

Certifications des professions de santé

Le Ministère en charge de la Santé met en place des formations et délivre des diplômes d'État aux professions sanitaires. Certains d'entre eux sont accessibles par validation des acquis de l'expérience (VAE).

Diplômes de l'animation sportive et socioculturelle

Le Ministère en charge du sport et de la jeunesse met en place des formations et délivre des diplômes d'État qui couvrent l'ensemble des secteurs de l'animation sportive et socioculturelle. Ces diplômes permettent aux animateurs et aux éducateurs d'exercer leur activité contre rémunération et d'encadrer des jeunes ou des adultes.
Par ailleurs, deux autres diplômes permettent d'encadrer et d'animer dans les structures d'accueil collectif de mineurs (ACM) en tant qu'animateur (BAFA) ou de directeur (BAFD).
Le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche délivre également des diplômes dans le champ du sport et de l'animation : DUT carrières sociales et STAPS.

Formation aux professions sociales

	Hauts-de-France	France métropolitaine	Part de la région / France
Diplômes de niveau V			
Aides médico-psychologiques	**497**	**4 840**	10,3%
Auxiliaires de vie sociale	**30**	**698**	4,3%
Accompagnement éducatif et social	**395**	**3 434**	11,5%
Assistants familiaux	**110**	**1 351**	8,1%
Diplômes de niveau IV			
Techniciens de l'intervention sociale et familiale	**48**	**397**	12,1%
Moniteurs éducateurs	**270**	**2 685**	10,1%
Diplômes de niveau III			
Assistants de service social	**248**	**1 998**	12,4%
Éducateurs spécialisés	**534**	**4 063**	13,1%
Éducateurs de jeunes enfants	**112**	**1 639**	6,8%
Éducateurs techniques spécialisés	**5**	**186**	2,7%
Conseillers en économie sociale & familiale	**81**	**1 340**	6,0%
Diplômes de niveau II			
Médiateur familial	**10**	**101**	9,9%
Certificat d'aptitude aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité d'intervention sociale (Caferuis)	**108**	**1 214**	8,9%
Diplômes de niveau I			
Diplôme supérieur en travail social / Ingénierie sociale (DEIS)	**18**	**154**	11,7%
Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement et de service d'intervention sociale (Cafdes)	**15**	**307**	4,9%

Source : Drees, Enquête écoles de formation 2017

Formation aux professions de santé

	Hauts-de-France	France métropolitaine	Part de la région / France
Diplômes de niveau V			
Aides soignants	**1 997**	**23 471**	8,5%
Ambulanciers	**278**	**3 370**	8,2%
Auxiliaires de puériculture	**198**	**4 780**	4,1%
Diplômes de niveau III			
Masseurs kinésithérapeutes	**319**	**2 789**	11,4%
Manipulateurs en électroradiologie	**16**	**570**	2,8%
Ergothérapeutes	**77**	**748**	10,3%
Psychomotriciens	**74**	**882**	8,4%
Pédicures-podologues	**54**	**554**	9,7%
Préparateur en pharmacie	**43**	**448**	9,6%
Techniciens en analyses biomédicales	**17**	**98**	17,3%
Diplômes de niveau II			
Infirmiers diplômés d'État	**2 779**	**26 177**	10,6%
Sages femmes	**85**	**850**	10,0%
Formations complémentaires			
Infirmiers de bloc opératoire	**27**	**267**	10,1%
Infirmiers anesthésistes	**45**	**586**	7,7%
Puéricultrices	**112**	**1 064**	10,5%
Cadres de santé	**161**	**1 421**	11,3%
Cadres de santé	**181**	**1 415**	12,8%

Source : Drees, Enquête écoles de formation 2017

Formation à l'animation socioculturelle et aux métiers du sport

	Hauts-de-France	France métropolitaine	Part de la région / France
Diplômes non professionnels			
Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur (BAFA)	**6 496**	**47 949**	13,5%
Brevet d'Aptitude aux Fonctions de Directeur (BAFD)	**202**	**2 022**	10,0%
Diplômes de niveau V			
Brevet d'Aptitude Professionnelle d'Assistant Animateur Technicien (BAPAAT)	**27**	**663**	4,1%
Diplômes de niveau IV			
Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport (BP JEPS) (1) (2)	**893**	**14 535**	6,1%
BEES 1er degré (2)	**2**	**8**	25,0%
Brevet d'État. Alpinisme, accompagnateur de moyenne montagne (2)	**0**	**19**	0,0%
Diplômes de niveau III			
Diplôme Universitaire de Technologie (DUT) Carrière sociale option Animation sociale et socioculturelle	**54**	**639**	8,5%
Diplôme d'État de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport (DE JEPS) (2)	**119**	**2 769**	4,3%
Diplômes de niveau II et III			
Diplôme d'État des Métiers de la Montagne (DEMM) (2) (3)	**0**	**1 223**	0,0%
Diplômes de niveau II			
Brevet d'État d'Éducateur Sportif (BEES) 2° degré	**0**	**16**	0,0%
Diplôme d'État Supérieur de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport (DESJEPS) (2)	**19**	**439**	4,3%
Autres diplômes			
Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives (STAPS)	**1 219**	**11 636**	10,5%

Sources : DEPP (DUT et STAPS) ; Djepva (BAFA et BAFD) ; Méos (autres diplômes du champ «jeunesse et sports») ; 2017

(1) Le BP JEPS à 4 unités complémentaires (4UC) devrait remplacer à terme le BP JEPS à 10 unités complémentaires (10 UC).
(2) Les BE Alpinisme «accompagnateur en moyenne montagne» et les BEES sont progressivement remplacés par des BP JEPS, DE JEPS, DES JEPS ou DE MM
(3) Les DE MM sont des diplômes d'État des métiers de la montagne de niveau II pour les guides de haute monatgne (51 diplômes délivrés en 2017 exclusivement en région Auvergne-Rhônes-Alpes), de moniteurs de ski alpin spécialisés en entraînement (12 diplômes délivrés en 2017 exclusivement en région Auvergne-Rhônes-Alpes), de niveau III pour les autres diplômes (accompagnateurs en moyenne montagne, ski alpin et ski de fond non spécialisé en entraînement).

SIGLES

AAH	Allocation aux Adultes Handicapés
ACOSS	Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale
AED	Action Éducative à Domicile
AEMO	Action Éducative en Milieu Ouvert
AGGIR	Autonomie, Gérontologie, Groupes Iso-Ressources
APA	Allocation Personnalisée d'Autonomie
ASC	Agence du Service Civique
ASE	Aide Sociale à l'Enfance
ASP	Agence de Services et de Paiement
ASPA	Allocation de Solidarité aux Personnes Âgées
ASS	Allocation de Solidarité Spécifique
ASV	Allocation Supplémentaire Vieillesse
CADA	Centre d'Accueil de Demandeurs d'Asile
CAE	Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi
CAF	Caisse d'Allocations Familiales
CAVIMAC	Caisse d'Assurance Vieillesse, Invalidité et Maladie des Cultes
CCMSA	Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole
CDC	Caisse des Dépôts et Consignations
CEPIDC	Centre d'ÉPIdémiologie sur les causes médicales de DéCès
CGET	Commissariat Général à l'Égalité des Territoires
CHRS	Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale
CIE	Contrat Initiative Emploi
CLAP	Connaissance Locale de l'Appareil Productif
CMU	Couverture Maladie Universelle
CMUC	Couverture Maladie Universelle Complémentaire
CNAF	Caisse Nationale d'Allocations Familiales
CNAMTS	Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés
CNAV	Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse
CNSA	Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie
CUI	Contrat Unique d'Insertion
DALO	Droit Au Logement Opposable
DARES	Direction de l'Animation de la Recherche, des Études et des Statistiques
DEPP	Direction de l'Évaluation, de la Prospective et de la Performance
DGCS	Direction Générale de la Cohésion Sociale
DGFIP	Direction Générale des FInances Publiques
DJEPVA	Direction de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et de la Vie Associative
DREES	Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques

SIGLES

DRJSCS	Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale
ELP	Estimations Localisées de Population (Insee)
ENIM	Établissement National des Invalides de la Marine
ERASME	Extraction, Recherche, Analyse, Suivi Médico Économique
ESCAPAD	Enquête sur la Santé et les Consommations lors de l'Appel de Préparation À la Défense
FAJ	Fonds d'Aide aux Jeunes
FiLoSoFi	Fichier Localisé Social et Fiscal
FINESS	Fichier National des Établissements Sanitaires et Sociaux
FJT	Foyers de Jeunes Travailleurs
FSV	Fonds Solidarité Vieillesse
FTM	Foyers de Travailleurs Migrants
INJEP	Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire
INSEE	Institut National de la Statistique et des Études Économiques
INSERM	Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale
IRCEM	Institution de Retraite Complémentaire des Employés de Maison
ISD	Indicateurs Sociaux Départementaux
IVG	Interruption Volontaire de Grossesse
MEOS	Mission des Études, de l'Observation et des Statistiques
MSA	Mutualité Sociale Agricole
OFDT	Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies
PAIO	Permanence d'Accueil, d'Information et d'Orientation
PCH	Prestation de Compensation du Handicap
PMSI	Programme de Médicalisation des Systèmes d'Information
RES	Recensement des Équipements Sportifs
RSA	Revenu de Solidarité Active
RSI	Régime Social des Indépendants
SAE	Statistique Annuelle des Établissements
SIAM	Système d'Information des Accueils de Mineurs
SNCF	Société Nationale des Chemins de Fer
TICPE	Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques
URSSAF	Union de Recouvrement des Cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales
VAE	Validation des Acquis de l'Expérience
ZRR	Zone de Revitalisation Rurale
ZUS	Zone Urbaine Sensible

ADRESSES UTILES

DRJSCS Hauts-de-France

Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Haut-de-France
20 square Friant les Quatre Chênes – 80039 Amiens cedex 01
Téléphone : 03 22 33 89 00
Mél : drjscs-hdf-contacts@drjscs.gouv.fr
Site internet : www.hauts-de-france.drjscs.gouv.fr

DDCS Aisne

Direction Départementale de la Cohésion Sociale de l'Aisne
23 rue Franklin Roosevelt – B.P. 545 – 02001 Laon cedex
Téléphone : 03 60 81 50 00
Mél : ddcs@aisne.gouv.fr

DDCS Nord

Direction Départementale de la Cohésion Sociale du Nord
Cité administrative – 175 rue Gustave Delory – 59000 Lille
Téléphone : 03 20 18 33 33
Mél : ddcs@nord.gouv.fr

DDCS Oise

Direction Départementale de la Cohésion Sociale de l'Oise
13 rue Biot – 60000 Beauvais
Téléphone : 03 44 06 48 00
Mél : ddcs@oise.gouv.fr

DDCS Pas-de-Calais

Direction Départementale de la Cohésion Sociale du Pas-de-Calais
Résidence Saint Pol – 14 voie Bossuet – B.P. 20960 – 62033 Arras cedex
Téléphone : 03 21 23 87 87
Mél : ddcs@pas-de-calais.gouv.fr

DDCS Somme

Direction Départementale de la Cohésion Sociale de la Somme
3 boulevard Guyencourt – 80027 Amiens cedex 1
Téléphone : 03 22 97 80 80
Mél : ddcs@somme.gouv.fr

Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Hauts-de-France

Pôle Études, Observation et Mission d'Appui

Siège
20 square Friant les Quatre Chênes – 80039 Amiens cedex 01
Tél. : 03 22 33 89 00

Sites de Lille
35 rue Boucher de Perthes – CS 40018 – 59044 Lille cedex
Tél. : 03 20 14 42 42
95 boulevard Carnot – 59000 Lille
Tél. : 03 20 14 42 42

Mail
drjscs-hdf-appui-aux-politiques@drjscs.gouv.fr

Site internet
www.hauts-de-france.drjscs.gouv.fr

Directeur de la publication
André Bouvet – Directeur DRJSCS Hauts-de-France

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Mise en page : SCOP Nektarine - Plaine Images, 99 A Boulevard Constantin Descat - 59200 Tourcoing

ISSN 2554-5558 (imprimé)